Bulletin
de la
Société des Amis
de Léon Blum

N° 16
JUIN
1971

Secrétariat général : 18 rue Duret - Paris-16

20e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE LÉON BLUM

Le vingtième anniversaire de la mort de Léon Blum aura été commémoré au cours de 1970 avec la ferveur et aussi la dignité qui convenait. Ceux qui l'ont connu et aimé ont évoqué sa mémoire ; mais se retrouvant entre eux, ils ont pensé à ceux qui les suivront dans la vie et à ces générations nouvelles qui vont bientôt assumer les responsabilités les plus lourdes sur le plan de la politique comme de la morale au sens le plus large. A cette jeunesse ils se sont adressés, et ils ont voulu l'associer à l'hommage qu'ils préparaient. Il est significatif à cet égard qu'à la manifestation qui

Sommaire

20e anniversaire de la mort de Léon Blum. Présentation, par Julien Cain 1

Discours prononcés par Michel Jacot, Andrée Pierre-Viénot, Pierre Cot, Alain Savary, et textes lus par Jean Vilar, sous la présidence de Daniel Mayer . . 3

Nouvelle édition de « A l'échelle humaine » 39

Bibliographie 39

Le fichier de l'œuvre de Léon Blum 40

Situation financière de la Société 42

Rappel à nos adhérents 43

se tint à la Mutualité, le 9 avril 1970, sous la présidence de Daniel Mayer, à l'appel de la Société des Amis de Léon Blum et du Parti Socialiste, une voix jeune ait été entendue. On répondait ainsi à ce qui fut précisément la préoccupation de Léon Blum dans ses dernières années. Il l'a dit, il l'a écrit dans la préface au livre qu'il rédigea dans sa prison de Bourassol, A l'échelle humaine, *et qu'on a réédité récemment sous la forme d'un livre de poche. Ecoutons-le : « Le devoir des hommes que la vie a obligés à amasser en eux quelque expérience, n'est-il pas de réfléchir scrupuleusement pour eux (les jeunes gens), sans nulle présomption d'aînés, mais avec une tendre sollicitude, de dégager pour eux les premiers préceptes d'une sagesse, les premiers principes d'une action ?... C'est dans cet espoir que j'ai rassemblé ces réflexions, au fil de mon existence solitaire. »*

A cet appel de Léon Blum a répondu un jeune étudiant qui avait à peine cinq ans, comme l'a souligné Daniel Mayer, quand il mourut. Aujourd'hui, Gérard Jacot a vingt-quatre ans. Son discours fut l'expression d'un pouvoir de réflexion et d'une maturité surprenants. Il s'est attaché à comprendre la pensée de Léon Blum et les décisions fondamentales qu'il prit. Sa parole témoigne d'une connaissance réelle des événements passés comme des problèmes qui se posent aux socialistes d'aujourd'hui.

Ces problèmes, les orateurs qui se succédèrent à la tribune de la Mutualité s'attachèrent à montrer comment Léon Blum les avait abordés, dans l'opposition comme au pouvoir.

On retiendra ces témoignages qui s'ajouteront à ceux qui avaient été rassemblés, il y a six ans, par la Fondation nationale des Sciences politiques au cours d'un colloque groupant historiens, hauts fonctionnaires, hommes politiques. C'est avec l'ardent désir de projeter la vérité sur des événements qu'ils ont vécus, et que l'oubli pourrait recouvrir, qu'ont successivement pris la parole Andrée Pierre-Viénot, Pierre Cot, Alain Savary. Daniel Mayer avait ouvert la voie, soulignant le rôle de chacun, et rappelant qu'avec un dernier volume qui intéresse précisément la période du Front populaire, la publication de l'Œuvre de Léon Blum va s'achever. Dès maintenant, avec la vaste documentation ainsi rassemblée, on peut prendre une vue exacte d'une pensée et d'une action encore vivantes.

JULIEN CAIN

Discours prononcés à la Maison de la Mutualité le 9 avril 1970

Textes lus par Jean Vilar

• Daniel MAYER

Chacun est l'objet, le jour anniversaire de sa naissance, et tout au long de sa vie, de marques d'affection, de tendresse, puis de respect. La date de sa naissance est, pour chacun de nous, une date-clé, qui marque une étape de la vie, qui est fête, bilan, objet de méditation, prise de résolutions, comme le jour de l'An l'est pour la collectivité, comme chaque religion en possède. Le jour de notre mort, par contre, est inconnu de chacun de nous ; on peut, en certains cas extrêmes, en pressentir la venue ; on ne le fixe jamais exactement. Et cependant, l'usage de nos sociétés fait que lorsque nous évoquons un ami parti, c'est toujours à l'occasion de sa disparition que nous le faisons ; la célébration de sa personne se situe un jour auquel il n'a jamais pensé, et qui, s'il ressuscitait, serait pour lui absolument anonyme, perdu parmi tous les autres jours.

C'est ainsi que cette année, nous aurions dû nous réunir le 30 mars, vingtième anniversaire de la mort de Léon Blum : 30 mars 1950. Les congés de Pâques, notamment, ont reculé à ce soir cette manifestation... et voici qu'elle se situe le 9 avril, jour anniversaire de sa naissance. Une journée que l'on célébrait au temps où il vivait, celle où il a reçu ses premiers jouets, ses premiers livres, celle à laquelle il participait en pleine joie. Et l'on doit à ce hasard — hasard un peu orienté par quelques intimes, pour être tout à fait sincère — que Léon Blum, ce soir, est plus proche encore de nous qu'il ne l'eût été le 30 mars. On a davantage le sentiment qu'il pourrait être là, que ce portrait au-dessus de nous est vivant.

Cette réunion, on le sait, est organisée en commun par la Société des Amis de Léon Blum et le Parti Socialiste, et il ne vous paraîtra sans doute pas insolite que je la préside, puisque j'ap-

partiens à ces deux organisations, à la Société des Amis de Léon Blum depuis sa fondation, au Parti Socialiste depuis quelques jours... (*Applaudissements.*)

La Société des Amis arrivera cet automne, avec la publication du dernier tome de l'œuvre de Léon Blum, au terme de la première période de l'action qu'elle s'était fixée, lorsque, au lendemain de sa disparition, elle se proposait, pour « perpétuer la mémoire du critique, du juriste, de l'homme de lettres, de l'homme politique, de l'homme d'Etat, de l'homme tout court », d'élever à sa mémoire, comme il le disait lui-même de Jaurès, « un monument plus durable que les commémorations annuelles, plus durable même que le marbre ou le bronze des monuments publics », de publier « tout ce qui fut écrit pour durer dans son œuvre immense ».

Alexandre Bracke, Vincent Auriol ont été ses présidents successifs ; Julien Cain qui, malade, demande qu'on excuse son absence ce soir, exerce les fonctions de président depuis la mort de Vincent Auriol.

Après la mort de René Hug, Cécile Constant lui a succédé en qualité de trésorière de la Société. Et, depuis vingt ans, le Secrétariat général est assuré par Cletta, qu'une pudeur basée sur le fait que je suis le témoin quotidien de ses efforts ne saurait m'empêcher paradoxalement de citer.

Le travail du Comité qui les assiste est revu par Robert Blum, dont l'attitude constante, comme celle de Renée durant la clandestinité, ou de Janot en déportation, ajoute si cela est possible, encore un peu plus de grandeur au grand nom qu'ils portent tous trois.

Quant au Parti Socialiste, je n'ai ni à le présenter, ni à le définir. Il le fait et continuera de le faire dans ses instances nationales, ses congrès nationaux, seuls habilités pour cela. J'ai seulement à me réjouir de constater que le lien étroit de fidélité qu'il entend affirmer à la pensée, à l'action, à la personne de Léon Blum se poursuit.

Au surplus, cette réunion, même si de nombreuses allusions à la politique émaillent les discours de chacun, n'est pas une manifestation spécifiquement politique. C'est de Léon Blum qu'il s'agit, et c'est ce qui explique la présence à mes côtés de deux hommes et d'une femme qui, tout en se réclamant de la doctrine du socialisme, appartiennent à d'autres organisations politiques que celle que j'ai nommée tout à l'heure. Et tous acceptent cette large formule que Léon Blum décrit dans l'*Echelle humaine :*

« L'objet du socialisme est l'établissement d'une société universelle, fondée sur la justice égale à l'intérieur des nations, sur la paix égale entre les peuples. »

Ils acceptent aussi cette image que Léon Blum, s'adressant aux jeunes, utilisait pour les convier à une tâche de délivrance quasi chirurgicale :

« Il y a deux cents ans, les chirurgiens ont pratiqué pour la première fois l'opération de la cataracte et rendu la vue à des aveugles nés ; on a pu comparer alors l'idée qu'ils se faisaient du monde dans leur nuit et celle que leur fournissait la vue restituée ; ils avaient cru se représenter par ouï-dire, à travers leurs sensations incomplètes, ce qu'est exactement la lumière, ce qu'est une fleur, ce qu'est un visage humain. Mais au contraire, ils ne se représentaient rien d'exact, ils avaient vécu dans un monde d'illusions étranges et mensongères qui ne s'étaient dissipées pour eux qu'avec les ténèbres qui les entouraient. Ils ne saisissaient la réalité du monde qu'une fois la taie arrachée de leurs yeux. Le socialisme, une fois conçu, produit en nous la même révolution spirituelle : c'est la taie arrachée de notre intelligence. Pour la première fois, la réalité de l'univers social nous apparaît et nous nous rendons compte que, jusqu'alors, nous avions vécu dans le préjugé, dans la routine absurde, dans le mensonge, dans la nuit. »

Ainsi s'exprimait Léon Blum. Et c'est bien de Léon Blum qu'il s'agit ce soir, d'un Léon Blum qui n'appartient déjà plus à ses proches, compagnons ou disciples. Il est en effet au-delà de cet instant privilégié ou comme il a été dit, « un homme passe de la politique dans l'histoire ».

Nous allons maintenant entendre des hommes dire ce que tout simplement ils pensent de la vie et de l'œuvre d'un autre homme qui a eu l'occasion, à la fois enrichissante, grave et dangereuse, d'exprimer, en plusieurs circonstances historiques, les aspirations et la volonté populaires. (*Applaudissements.*)

En 1960, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de Léon Blum, et désireuse d'associer plusieurs générations à son hommage, la Société des Amis de Léon Blum avait convié à la Sorbonne un ancien et un jeune, l'ancien était Marius Moutet, le jeune Alain Savary. Cette fois, les anciens sont multiples : Pierre Cot, Andrée Viénot, moi-même, presque rejoints — le temps passe si vite — par Alain Savary.

Maintenant le jeune est plus jeune encore, Gérard Jacot a vingt-quatre ans. Il est de ces étudiants qui, mariés, gagnent leur vie le jour, étudiant la nuit et trouvent encore le temps de militer.

Contentieux de la Sécurité sociale, droit public, sciences politiques, Bureau national de Coordination des Etudiants socialistes, Secrétariat chargé de l'Information, Direction de la Documentation socialiste étudiante. On ne sait comment il résiste à toutes ces occupations, mais ce qui est certain, c'est qu'il les mène toutes de front et à bien. Il avait à peine cinq ans quand est mort Léon Blum. Comment le voit-il ? Voilà qui nous intéresse tous. Il va nous le dire. (*Applaudissements.*)

Intervention de Gérard JACOT au nom des Etudiants socialistes

Daniel Mayer, Andrée Viénot, Pierre Cot et Alain Savary ont été les compagnons de lutte ou les disciples de Léon Blum, souvent les deux. Pour eux, Léon Blum est un camarade, un maître ; pour eux, Léon Blum est encore vivant ; sa doctrine, son action les inspirent, les influencent ; mais pour nous — puisque ce soir je parle au nom de la Jeunesse socialiste, tâche lourde de responsabilité — que représente Blum ?

Je crois n'avoir jamais encore autant ressenti la justesse de ce mot de Jaurès que Blum aimait à citer — « Tout est toujours très difficile » — qu'au moment de tracer son portrait.

Juriste, homme de lettres, poète, critique de théâtre, enfin et surtout homme politique, Blum fut tout cela.

Juriste : Pour tous les étudiants en droit, et aussi pour tous les citoyens qui profitent actuellement des théories progressistes de Blum en matière de droit public, je rends hommage au grand commissaire du Gouvernement qu'il fût. C'est Blum qui a créé la doctrine juridique selon laquelle l'Etat est responsable des fautes commises par les fonctionnaires, ce qui bouleverse tout le droit public. Il fallut d'ailleurs attendre plus de vingt ans pour voir ses conclusions faire jurisprudence.

Homme de lettres, poète, critique de théâtre : Je rappellerai simplement que Blum participa, avec André Gide et Pierre Louys, à la création de la revue littéraire *La Conque*, dans laquelle les contemporains pouvaient lire des poèmes de Valéry, Mallarmé, Verlaine ; qu'il participa à la fondation de la revue *Le Banquet*, avec Henri Barbusse et Marcel Proust ; qu'il collabora pendant de longues années à la *Revue blanche*, qui fut en quelque sorte le porte-parole artistique et littéraire de cette génération.

Homme politique enfin : Pour nous, Blum reste et restera le grand leader du Parti Socialiste. La jeunesse a oublié le juriste, l'homme de lettres ; mais le nom de Blum est pour toujours assimilé au Front Populaire et aux conquêtes de la classe ouvrière. Blum, pour la jeunesse, c'est le Front Populaire ; Blum, pour la jeunesse, c'est l'homme qui a réussi à donner les congés payés à la classe ouvrière ; Blum, c'est l'homme qui s'est battu pour la dignité de l'homme. Nous ne l'avons pas oublié ; et tous les jeunes, ouvriers ou étudiants, savent bien que l'image de l'intellectuel, sensible, sentimental ou impuissant, de l'aristocrate peureux devant les réalités, est trop grossière, superficielle et déformé pour représenter la réalité.

Je voudrais d'ailleurs m'arrêter quelques instants sur cette image forgée de toutes pièces par cette bourgeoisie dont il était tant haï.

On a dit et on dit encore : Blum, mais ce n'était qu'un esthète, un aristocrate dégénéré, le Proust de la politique. Nous sentions, nous avons toujours senti que cela n'était que mensonge. Blum un hésitant ? Mais toute la vie de Blum infirme cette thèse. Blum un lâche ? Mais est-on lâche lorsque, malgré les ligues de droite à la porte de l'Assemblée nationale et les cris hostiles des députés de la réaction, on se dirige néanmoins vers la tribune le 6 février 1934, et qu'on déclare :

> « Le peuple qui a fait la République saura la défendre. Interprètes de sa volonté, nous sommes résolus, sur le terrain parlementaire comme sur tous les autres, à barrer la route à l'offensive outrageante de la réaction fasciste. »

Blum n'a jamais désespéré ; même dans sa prison de Bourrassol, même à Buchenwald, Blum garde son optimisme et sa foi dans le socialisme.

Je peux vous assurer, vous qui avez connu Blum, vous qui avez été ses amis, que pour la jeunesse, Blum est un exemple de courage, que nous gardons à jamais l'image de Blum à Riom, où d'accusé il devint accusateur, où le Gouvernement de Vichy fut obligé de suspendre le procès ; car au lieu de servir le régime nazi, il faisait de Blum un martyr fier et courageux.

Mais Blum, c'est aussi et surtout le gardien du socialisme français ; Blum, c'est le continuateur de l'œuvre de Jaurès.

Lorsque, peu de temps après la mort de Jaurès, il abandonna ses activités de membre du Conseil d'Etat, ce fut pour essayer de reprendre les rênes tombées des mains de son ami. Il aimait dire : « C'est de Jaurès que je tiens tout ce que je pense et tout ce que je suis. » Et dans un discours en l'honneur de Jaurès, proclamé le 31 juillet 1917, Blum nous montre comment Jaurès a réussi à concilier ces notions de République et de socialisme, de patriotisme et d'internationalisme, de réforme et de révolution. Jamais il n'oubliera les leçons de ce grand socialiste et, lorsqu'au Congrès de Tours, il montera à la tribune pour faire un discours qui fut unanimement apprécié pour sa haute tenue, nous croyons

entendre parler Jaurès. Ce jour-là, Blum sauva le socialisme français, il en devint le théoricien et le leader.

Blum montra que la transformation du régime de la propriété est, à elle seule, la révolution sociale ; indépendamment des moyens employés pour l'atteindre, il précisait qu'elle ne pourrait résulter finalement d'une simple addition progressive de réformes, au terme d'une évolution lente et continue. Mais surtout, il mettait en garde contre une idée communément acceptée : que la conquête du pouvoir est une condition nécessaire et suffisante de la révolution sociale. Nécessaire, certes, mais non pas suffisante. A se fixer comme but la conquête du pouvoir, sans être sûr que l'on aboutira à transformer le régime de la propriété, on en arrive seulement à la destruction de l'appareil gouvernemental bourgeois. Pour Blum, l'éducation de la classe ouvrière était l'œuvre primordiale des socialistes. Il ne pensait pas que le socialisme pourrait triompher en s'appuyant sur une minorité consciente et agissante, sur une avant-garde de la classe ouvrière. Blum pensait que tout acte qui renforçait les organisations ouvrières au sein de la société capitaliste, toute réforme qui donnait à la classe ouvrière plus de confiance en elle-même, prenait un sens révolutionnaire.

« Les réformes n'endorment pas la volonté révolutionnaire, elles l'aiguisent au contraire. » Elles renforcent les organisations de classe des travailleurs ; plus encore, elles nourrissent et exaltent une foi révolutionnaire qui, si enthousiaste soit-elle, a besoin de ces « satisfactions provisoires », de ces « victoires d'un jour ».

Sur la dictature du prolétariat — terme que Blum n'aimait guère, il préférait employer « vacance de légalité » —, il ne peut être que très profitable aussi d'écouter Blum. Pour lui, la dictature du prolétariat n'avait d'autre fonction que de garantir le passage d'un régime de propriété à un autre. Cette dictature ne doit pas être personnelle ; le parti qui l'exerce doit être d'organisation démocratique, s'appuyer sur la volonté et la liberté des masses. (En cela d'ailleurs, il rejoignait Rosa Luxembourg.) Enfin, elle doit être provisoire et aussi brève que possible.

Voilà ce que Blum apportait au socialisme le 27 décembre 1920.

Mais son œuvre n'allait pas s'arrêter là ; au contraire, elle commençait.

Malgré les appels émouvants de Blum, la classe ouvrière se scindait en deux partis. Et Blum prenait la direction, allait animer — je crois qu'il préférait ce terme — le Parti Socialiste. Parti très affaibli, puisque les deux tiers des militants adhéraient à la Troisième Internationale.

Pourtant, quinze ans après, le Parti Socialiste, plus fort que jamais, est le premier parti de France.

Pendant cette période, Blum ne fit pas que porter ses efforts sur la reconstruction du Parti Socialiste. Il essaya par tous les moyens de reconstruire l'unité de la classe ouvrière. Il savait très bien que

tant que la classe des travailleurs serait divisée, le socialisme ne pourrait faire aucun progrès dans notre pays ; aussi lutta-t-il pour l'unité d'action. Unité d'action qu'il réalisa en 1935 et qui permit à la classe ouvrière de remporter les grandes victoires du Front Populaire.

En 1945, il déclarait qu'il était « un homme qui n'a jamais désespéré de l'unité, qui parlait déjà de l'unité nécessaire le jour même de la scission, qui, même aux plus mauvais jours, s'est toujours abstenu de tout acte qui put la compromettre, dont l'initiative et le concours n'ont jamais manqué, dans le passé, à l'appui de tous les rapprochements possibles, et qui a mérité qu'on crût à sa sincérité quand, aujourd'hui encore, il affirme qu'elle reste son vœu et son espoir ».

1936 : C'est le Front Populaire. C'est Léon Blum, chef du Gouvernement. C'est une période que la jeunesse connaît. Tous, nous avons entendu parler de la joie, de l'espoir qui naquit dans la classe ouvrière au soir de la victoire du Front Populaire.

Tous, nous savons quelles furent les conquêtes du Front Populaire : la semaine de quarante heures, que le patronat et les gouvernements de droite reprirent malheureusement aux travailleurs ; les congés payés, dont nous profitons toujours. Il nous est difficile d'imaginer qu'avant 1936, un ouvrier pouvait commencer de travailler à onze ans et ne jamais s'arrêter. Ces lois sociales étaient accompagnées de la création d'un Sous-Secrétariat aux Loisirs et aux Sports. L'institution des congés payés ne se proposait pas seulement le repos du corps ; elle avait pour objectif le développement de la culture et des jeux. Devant ses juges, à Riom, Blum déclarait :

> « On s'est rendu compte que le loisir n'était pas la paresse, que le loisir était le repos après le travail, que le loisir et le sport étaient à la fois, pour l'ouvrier, la santé et comme une réconciliation avec une espèce de vie naturelle dont il est trop souvent séparé et frustré. »

Le Front Populaire, c'est aussi beaucoup d'autres conquêtes ; c'est surtout un état d'esprit. Mais Andrée Viénot et Pierre Cot vous parleront beaucoup mieux que moi de cette période. Pourtant, je voudrais encore dire que le Gouvernement du Front Populaire accomplit une grande réalisation qui est souvent ignorée : c'est au Gouvernement de Front Populaire que l'on doit la création de ce qui est devenu le C.N.R.S. Enfin, l'Etat prenait en mains la recherche scientifique. Les savants furent encouragés, soutenus par l'Etat. Car quel était le but du C.N.R.S. ? Faire que la recherche scientifique ne soit plus accomplie en fonction seulement du profit privé, mais en fonction du bien-être collectif.

Voilà ce que nous a légué le Front Populaire. En un an, la classe ouvrière avait remporté plus de victoires qu'en cinquante ans de gouvernement bourgeois.

L'œuvre de Blum ne s'arrête pas avec le Front Populaire. Jusqu'à sa mort, il lutta pour le triomphe du socialisme. Mais nous préférons

garder l'image d'un Blum, chef du Gouvernement de Front Populaire, plutôt que celle d'un Blum dans sa prison de Buchenwald.

Aussi, pour terminer, je laisserai la parole à Blum :

« Une tradition, ce n'est pas l'attachement à la lettre ; c'est l'attachement à une idée qui vit. La tradition, cela ne consiste pas à marcher dans la trace exacte de nos aînés ; cela consiste à marcher dans leur direction et en avançant, si nous le pouvons, plus loin qu'ils s'étaient avancés eux-mêmes. Cela ne consiste pas à refaire automatiquement, indéfiniment, ce qu'ils ont fait dans leur temps, mais à faire ou essayer de faire ce qu'ils feraient s'ils étaient à notre place.

« Il ne s'agit pas de conserver une cendre ; il s'agit d'entretenir une flamme. »

Entretenons la flamme de Léon Blum.

* *

• Daniel MAYER

Ainsi que Gérard Jacot vient de le rappeler, Léon Blum a créé un Sous-Secrétariat d'Etat à l'Organisation des Loisirs et des Sports auquel restera attaché le nom de Léo Lagrange. (*Applaudissements.* »

Les loisirs, cela doit signifier, outre la pratique des exercices physiques, l'accès à la connaissance, à la beauté, à l'art sous toutes ses formes : musique, peinture, sculpture, théâtre.

En créant le Festival d'Avignon et le Théâtre national populaire, Jean Vilar a poursuivi cette grande entreprise de culture. (*Applaudissements.*)

Et cela ne l'a pas astreint au silence. Avec discrétion souvent, avec éclat quand il le fallait, il s'est comme on dit maintenant, engagé par ses choix artistiques, par ses prises de position. Il n'a pas hésité, aux heures où la République paraissait plus attaquée encore qu'à l'ordinaire, à descendre de la colline de Chaillot dans le marais politique, et à accepter que son nom soit donné à un comité de défense de la démocratie.

Son nom, il en a eu de multiples. Pour le plaisir de notre esprit, il a été, entre autres, Robespierre, de Büchner, le paysan Pedro Crespo, de Calderon, Arturo Ui, de Brecht, Thomas More, de Bolt, Trygée d'Aristophane, que sais-je encore ? Aujourd'hui, il a accepté de donner sa voix à Léon Blum. (*Applaudissements.*)

L'IDÉAL SOCIALISTE *

(Texte lu par Jean Vilar)

De grands penseurs ont attendu de la science le renouvellement des sociétés humaines. Ils avaient raison et ils avaient tort. La science accroît et accroîtra sans mesure le rendement du travail, mais, si le pacte social demeure vicié dans son essence par une clause inique, en accroissant les richesses, nous n'aurons fait qu'accroître l'iniquité. Si la règle du partage est injuste, l'injustice augmentera avec la masse des produits à partager... C'est grâce au socialisme que la science deviendra vraiment bienfaitrice, et l'on peut dire en ce sens que socialisme et science sont vraiment le complément l'un de l'autre. La science développe les richesses de l'humanité; le socialisme en assurera l'exploitation rationnelle et la distribution équitable. Chaque découverte de la science, quel que soit le domaine spécial où elle se manifeste, se trouvera en quelque sorte étalée sur l'ensemble du corps social pour déterminer en lui une amélioration correspondante : augmentation du bien-être si la somme des denrées est augmentée, augmentation du loisir si la somme du travail nécessaire pour les produire est réduite. Inversement, l'instauration du régime socialiste implique comme un appel ardent et constant au secours de la science. En utilisant aussitôt, pour le bien commun, chaque conquête de la science, nous en provoquerons incessamment de nouvelles; sans cesse nous mettrons au point son programme de recherches, tout en développant autour d'elle l'atmosphère de désintéressement et de confiance dont elle a besoin.

Vues médiocres, misérables, nous dira-t-on. Théories qui n'invoquent et ne veulent satisfaire en l'homme que l'appétit purement matériel. Ce serait déjà beaucoup que le satisfaire. Ce serait quelque chose d'avoir purgé la société des maux qui la déshonorent, et qu'un cœur pitoyable, un esprit droit ne peuvent contempler sans révolte et sans honte : la misère, la faim, tout leur lamentable cortège de maladies, d'abêtissements, de dégradations. Mais il n'est pas vrai que nous nous adressions à l'animal

(*) *Revue de Paris,* 1er mai 1924.

humain, à la bête humaine. Nous nous adressons, non pas à l'envie, qui est le plus bas des mobiles humains, mais à l'esprit de justice et à la pitié, qui sont les plus nobles. Dans l'enclave opprimée, nous voulons susciter cette moralité nouvelle qui s'éveille avec la liberté.

La liberté du corps entraîne celle du cœur et de l'esprit. En brisant la servitude du travail, nous entendons briser toutes les servitudes. Le socialisme transformera, renouvellera la condition de la femme, la condition de l'enfant, la vie passionnelle, la vie de famille. Il comportera comme une libération, comme une épuration universelles. En créant et en organisant le loisir pour tous les travailleurs, — loisir vrai où l'activité persiste, et non pas un repos accablé après le surmenage d'un labeur excessif, — il permettra l'accession de tous aux plus nobles occupations humaines; il ouvrira tout grand à tous les trésors de la science, des lettres, de l'art. Je me rappelle ce mot profond d'un philosophe : « Tout dans l'arbre veut être fleur... » Dans l'humanité aussi tout aspire à la floraison, au plus riche épanouissement de l'esprit et de l'âme. Cet instinct, refoulé jusqu'au tréfonds de la conscience par toutes les contraintes, par toutes les misères sociales, c'est le socialisme qui saura lui rendre sa force et sa splendeur.

Vues chimériques, viendra-t-on nous dire encore. Beau rêve généreux, mais auquel s'oppose la nature de l'homme plus encore que la nécessité des choses. Certes, nous n'ignorons pas que nous attendrons peut-être longtemps encore, avant que notre « idéal socialiste » soit devenu une réalité. Mais nous avons patience, parce que nous avons confiance, et nous savons regarder au-delà du proche horizon. Le socialisme pourrait adopter pour devise le précepte de Zarathoustra de Nietzsche : « Que l'avenir et les plus lointaines choses soient la règle de tes jours présents. Ce n'est pas l'amour du prochain, c'est l'amour du plus lointain que je te conseille... »

• Daniel MAYER

Dans le Gouvernement Léon Blum de 1936, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères s'appelait Pierre Viénot. La délégation spéciale qu'il avait reçue s'appliquait surtout aux affaires d'Afrique du Nord et du Levant. Ce n'est pas le moment de dire ce que fut son œuvre, notamment en Syrie et en Tunisie, ni comment, au début de la guerre d'Espagne, on lui doit d'avoir rendu impossible un débarquement allemand au Maroc dont l'éventualité était considérée comme probable.

Le portrait de Pierre Viénot, mort à quarante-sept ans, a été fait par Léon Blum dans un message, lors du retour de ses cendres, en novembre 1946 :

« Il y avait, disait Léon Blum, dans sa nature, du penseur, du poète, du conducteur d'hommes et du soldat. Tout en lui était pur et chevaleresque. Ses traits dominants étaient le scrupule et le courage. Scrupule sous toutes les formes, dans l'ordre de la connaissance comme dans l'ordre de la conscience. Courage sous toutes les formes, dans l'ordre de la pensée, comme dans l'ordre de l'action. »

Ne vous étonnez pas si j'ai évoqué Pierre Viénot avant de donner la parole à Andrée Viénot. Ne croyez pas que je sois tombé dans cette sorte de misogynie instinctive qui consiste à effacer la femme au profit de son compagnon. Mais leurs liens étaient si profonds, l'unité de leur couple était telle, qu'il est impossible dans ce cas précis de parler de l'un sans parler de l'autre. Si leur destin avait été inversé, j'aurais dit que c'est Andrée Viénot, déjà militante, déjà fondatrice des Amis de l'Enfance ouvrière — les « Faucons rouges » — qui l'a amené au socialisme, qu'elle a été de tous ses combats et que ceux-ci n'auraient sans doute pas été les mêmes, et que Pierre Viénot n'aurait pas agi exactement comme il le fit, si elle n'avait été là.

Sous-secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports dans le Gouvernement socialiste homogène de 1946, présidé encore par Léon Blum, c'est sa seule volonté de ne pas se représenter qui écartera André Viénot de l'Assemblée nationale, comme elle le fit, il y a quelques semaines, du Conseil général des Ardennes.

Maire de Rocroy, membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme, active militante de la Ligue de l'Enseignement, elle partage son temps entre toutes ces tâches. Elle leur reste fidèle sans doute parce que ce sont les moins en vue. C'est peut-être, en effet, sa conception de l'honneur, au singulier, qui lui fait tant détester les honneurs, au pluriel !

Andrée, tu as la parole. (*Applaudissements.*)

- Madame Andrée PIERRE-VIENOT

Pour des millions de Français âgés de plus de cinquante ans, le nom de Léon Blum symbolise ce qui fut le sommet de leur vie, l'année inoubliable.

Il y a trois ans, dans les Côtes-du-Nord, je revenais de la pêche avec un retraité breton, ancien ouvrier carrier. Et comme nous marchions dans la lande, dans la nuit, cet homme taciturne et simple se mit à parler, à me raconter les réunions des ouvriers carriers, en ce même endroit, durant les grèves de 36.

« 36 a été la plus belle année de notre vie, disait-il, jamais on ne reverra cela. »

Et je ne pouvais que lui faire écho : « 36 a été la plus belle année de notre vie, espérons qu'un jour nous nous retrouverons ainsi. »

Lui Breton, moi des Ardennes ; lui ouvrier carrier, moi soi-disant intellectuelle ; lui communiste, moi P.S.U. : mais notre vie avait coïncidé en un même sommet, en une même année incomparable.

Nous sommes, comme cela, des millions à travers le pays.

36 a été une fête sous un ciel d'orage, une fête de joie, d'espoir et de fierté, la joie d'être ensemble, de retrouver l'unité après tant de vaines divisions, de se sentir les coudes dans la chaude fraternité de la foule.

C'était une vague de fond de l'âme populaire, comme le passage d'un courant magnétique qui brusquement oriente dans le même sens la grenaille éparse. L'histoire d'un pays, la légende d'une nation, l'amour d'une patrie sont faits de ces grands mouvements.

En voyant le film d'Henri de Turenne, nous avons revu avec émotion les immenses manifestations, les drapeaux rouges sur les usines, et sur les plages les gens qui voyaient la mer pour la première fois grâce aux billets Lagrange.

Mais ce que le film ne peut pas montrer, c'est cette fierté toute neuve dans les yeux des ouvriers.

Dans les Ardennes, après l'institution de la semaine de quarante heures, on appelait le samedi « le dimanche de Léon Blum ».

Nous avions l'union, nous avions un programme et nous avions un gouvernement qui tenait ses promesses et qui réalisait le programme.

La joie était victorieuse et sans haine. Mais, au sein d'une minorité tremblant pour ses privilèges, une haine sauvage montait vers le Front Populaire et vers Léon Blum, une haine inimaginable, dont l'expression même peut à peine se concevoir aujourd'hui. Haine pour la classe ouvrière, ouvertement avouée dans des locutions comme « salopards en casquette » et « Frente Crapular », haine pour l'homme qui représentait cette classe et contre qui on allait de la calomnie la plus démente et la plus basse jusqu'à l'agression dans la rue.

Oui, le Front Populaire a été une fête sous l'orage menaçant — et les hommes du Front Populaire en étaient pleinement conscients.

La menace intérieure seule eut pu être facilement vaincue.

Mais dans le ciel de l'Europe montaient, de plus en plus terrifiants, les nuages noirs d'un fascisme en pleine phase d'expansion.

* *

Et puis un jour, ce fut la fin du Front Populaire.

Ce n'est pas le lieu, ici, d'en faire l'analyse politique.

Il semble que ce soit une loi de l'histoire que la relative brièveté des grandes mouvements populaires, des périodes d'enthousiasme et de pureté : quelques mois, parfois quelques jours seulement, au mieux quelques années.

Ensuite vient, sinon la défaite, au moins une période de dégénérescence intérieure.

Je pense à la Révolution française, à 1848, à la Commune, à la Révolution russe, à 36, et peut-être à Mai 1968.

Mais ce n'est là qu'un aspect des choses.

Une vague de fond comme 36 apporte, en réailté, un progrès irréversible, et qui demeure quand la vague se retire.

Ainsi, le progrès humain se réalise-t-il en escalier, par ascensions brusques, et longs paliers mornes.

36 a signifié un changement profond et irréversible de la condition ouvrière — condition morale et condition matérielle.

Et sur un autre plan, la Résistance a été une réincarnation du Front Populaire. Comme le disait Léon Blum à Riom, le Front Populaire a réintégré la classe ouvrière dans la nation.

Je n'oublie ni les résistants de droite, ni les collaborateurs de gauche. Mais je crois que, globalement, on peut dire que l'esprit de la Résistance, c'était l'esprit de 36.

En 1939, la France ne s'aimait pas. Les partis dits « nationaux », encore épouvantés par le souvenir du Front Populaire, appelaient Hitler de leurs vœux. La classe ouvrière, dans la déception de la flamme retombée, était indifférente et morne. Mais sous la botte de l'envahisseur, la flamme de 36 a rejailli.

* *

Je n'ai parlé jusqu'ici que du Front Populaire, alors que c'est le souvenir de Léon Blum, de la personne de Léon Blum, qui nous réunit aujourd'hui.

Mais parler du Front Populaire, n'est-ce pas parler de Léon Blum ?

Je vous demande maintenant la permission d'évoquer des souvenirs plus personnels.

Quand Pierre Viénot devint sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères dans le premier gouvernement de Front Populaire, il n'était pas encore membre du Parti Socialiste ; mais depuis plusieurs années, il connaissait et admirait Léon Blum.

Et cette année de travail sous sa direction devait marquer toute sa vie. C'est à la chute du Gouvernement Blum qu'il entra au Parti Socialiste.

Ses sentiments pour Léon Blum étaient faits d'admiration, de respect, de liberté et d'affection.

Admiration, d'abord, qu'inspire un grand esprit, une intelligence merveilleuse de présence et d'universalité.

Pierre Viénot disait : « Nous sommes, les uns et les autres, intelligents par intermittence. Léon Blum est intelligent toujours, est présent de toute son intelligence à chaque minute. »

Le respect ensuite, devant tant de hauteur de vues, devant la noblesse d'une vie faite de lucidité, de générosité et de courage.

La liberté, le sentiment de pouvoir s'exprimer en toute sincérité, sans réticence ni précautions, même dans les cas de désaccord.

Et l'affection enfin, une affection qui, chez tous ceux qui ont connu et aimé Léon Blum, chaque année s'approfondissait.

Léon Blum lui-même avait un sens profond de l'amitié, et je crois que sa très grande sensibilité à l'affection de ses amis était à la mesure même de son total mépris, ou plutôt de sa totale indifférence, devant les injures de ses adversaires.

Ce qui frappait, dans les rapports de ce grand intellectuel avec la classe ouvrière, c'était, justement, le profond respect intellectuel qu'il manifestait aux autres, et aux plus frustres d'entre eux.

Jamais il n'abaissait le moins du monde sa pensée, mais jamais, non plus, il ne passait au-dessus du niveau de compréhension de ses lecteurs ou de ses auditeurs, comme le font tant d'intellectuels qui tirent prestige de leur obscurité ésotérique.

Sa méthode pédagogique, c'était un extrême ralentissement de sa démarche — lui qui était la rapidité même — pour que chacun puisse suivre sa pensée dans toutes ses nuances et dans toute sa hauteur.

Je n'en veux pour preuve que ses articles du *Populaire*.

Son autorité dans l'exercice du pouvoir était très particulière (cela a déjà été dit, par Daniel Mayer, je crois) : ce n'est qu'après avoir écouté chacun avec la plus grande attention qu'il tranchait — avec calme, et de façon, alors, absolument irrévocable —, personne ne songeant plus, ensuite à discuter sa décision.

C'est grâce à son appui et à sa compréhension que Pierre Vénot a pu, en 1936, faire les premiers pas sur la voie de la décolonisation, en Syrie, en Tunisie, au Maroc.

Des pas qui maintenant peuvent paraître insuffisants — mais qui, alors, étaient d'une nouveauté totale et provoquèrent un extraordinaire déferlement de haine de la part des « prépondérants ».

C'est à la prison de Riom, sortant lui-même de la prison de Clermont-Ferrand, que Pierre Viénot devait revoir Léon Blum pour la dernière fois — un Léon Blum aussi serein, aussi détaché des contingences que dans son bureau de président du Conseil.

Jamais je n'oublierai les lignes que, miraculeusement revenu de Buchenwald, il consacra à la mémoire de Pierre.

J'aurais voulu, si j'avais eu le temps, évoquer les premiers congrès socialistes d'après guerre ; le gouvernement socialiste homogène de 1946 auquel j'ai très modestement participé ; les visites à Jouy-en-Josas, Léon Blum étant déjà malade, mais plus lucide, plus présent, plus lui-même que jamais ; et la terrible journée de tempête, à la Concorde, le 2 avril 1950, sous un ciel qui reflétait notre deuil et notre désarroi.

* *

Nous avons entendu tout à l'heure un jeune parler de Léon Blum avec intelligence et compréhension, et donc avec admiration et respect.

Un jeune qui a su comprendre, par l'histoire et par le cœur, une période qu'il n'a pas vécue.

Mais il faut bien dire qu'à l'heure actuelle, certains jeunes intellectuels se détournent de 36, qu'ils considèrent comme un échec, en reprochant aux militants de 36 de ne pas avoir fait la Révolution.

Ils oublient que la Révolution ne se fait pas sur commande, et qu'il y faut un certain nombre de conditions.

Et ils ignorent deux choses.

D'abord, l'impact effrayant du fascisme mondial en phase d'expansion, qui rendait impensable, à l'intérieur de la France, un affrontement civil par la violence.

Et ensuite, la mutation profonde de la vie que 1936 a signifié : savent-ils seulement qu'en 1935 encore, des enfants de onze ans entraient en usine comme petits manœuvres, avec la perspective de ne plus jamais, de toute leur vie, avoir un jour de congé ou de vacances ?

Mais peut-être est-il bon que ces jeunes nous renient, est-il sain que la jeunesse se tourne non seulement contre ses adversaires, mais, dans une certaine mesure, contre ses parents spirituels.

Trop de gens essayent actuellement de « récupérer » Léon Blum et 1936, alors qu'ils sont héritiers de ceux qui hurlaient leur haine il y a trente-cinq ans.

Beaucoup de conquêtes de 36 sont à tel point entrées dans les mœurs, qu'elles ont été adoptées par nos adversaires eux-mêmes (je pense par exemple aux contrats collectifs, aux congés payés), ce qui prouve que le terrain est vraiment conquis, qu'il faut aller plus loin, et que pour être fidèle à 36, il faut dépasser 36.

Dans la classe ouvrière, contrairement à certains milieux intellectuels, les événements d'il y a trente-cinq ans ont laissé un souvenir profond, fait avant tout de la grande nostalgie de l'Unité et d'un immense espoir.

Souvent, dans des foyers ouvriers des Ardennes, je vois sur la cheminée de la cuisine un portrait jauni de Léon Blum.

Et je pense alors qu'en luttant à ses côtés, nous n'avons pas vécu en vain.

Extraits du Discours prononcé à Genève le 30 juin 1936 devant l'Assemblée de la Société des Nations

(Texte lu par Jean Vilar)

La délégation française se sent en état de parler d'une voix ferme et tranquillement assurée quand elle se fait ici l'interprète de la volonté de la nation. Cette volonté est claire. Le peuple français veut la paix. Il est unanime à la vouloir. Il la veut si profondément que, dans nos polémiques intérieures, le suprême argument des partis les uns contre les autres est de dire : « Vous compromettez la cause de la paix; vous attirez la nation vers la guerre. » Bien qu'il se sache assurément libre comme tous les autres peuples de choisir ses amitiés et de choisir selon ses affinités politiques, sociales, historiques, ethniques, il veut la paix pour tous les peuples et avec tous les peuples, quels que soient leur régime ou leurs principes de gouvernement. Mais sa volonté de paix n'est ni une faiblesse abandonnée, ni un repliement égoïste sur lui-même. La paix telle que la conçoit le peuple français n'est pas la soumission muette à la force, l'acceptation résignée du fait accompli. Elle se fonde sur la légalité et la moralité internationales.

Deux infractions ont été commises à la loi internationale : violation du Pacte, violation d'un Traité solennel. Toutes les deux ont abouti à une situation de fait contraire au droit. L'affaire rhénane n'est pas réglée par le temps qui passe. L'affaire d'Ethiopie peut être réglée en Afrique, elle ne l'est pas à Genève.

La France cherche à concilier sa fidélité au Droit, et sa volonté de Paix. Elle ne veut pas prononcer sur les faits contraires au droit une absolution qui serait un encouragement. Elle ne veut pas demander à la guerre la réparation du droit. Mais surtout, elle pense à l'Europe de demain, et son audacieuse ambition est de tirer des litiges actuels une contribution à la véritable Paix, à la Paix organisée, à la Paix indivisible, à la Paix désarmée. Elle n'aperçoit qu'un moyen de liquider le passé, c'est de créer un autre avenir.

La question essentielle que la Société des Nations doive poser aux puissances par qui les infractions ont été commises, est de savoir si elles sont ou non résolues à préparer cet avenir. Sont-elles d'accord pour que, dans l'histoire de l'Europe, avertie et éclairée par de cruelles leçons, une phase nouvelle s'ouvre ? Acceptent-elles le travail commun pour la « Paix désarmée » au sein d'une Société des Nations régénérée par l'épreuve ?...

... Tel est, Messieurs, l'appel de la France aux présents, tel est son message aux absents. Certains d'entre vous penseront peut-être qu'en dressant vis-à-vis du monde actuel cette image du monde possible, nous poussons l'idéalisme jusqu'à la chimère. N'oubliez pas cependant qu'à cette chimère la vie universelle est suspendue, qu'elle seule peut ranimer l'enthousiasme dans l'esprit et dans le cœur d'une centaine de millions d'êtres vivants. N'oubliez pas qu'à défaut de cette chimère, la Paix restera toujours incertaine et toujours menacée. N'oubliez pas non plus qu'à une heure si grave, il faut que la bonne foi de chacun se vérifie. Les assurances de paix et les offres de désarmement sont venues de partout. Il faut qu'elles soient éprouvées. Je ne veux pas croire que, mise en présence d'une volonté commune, d'un effort commun, une seule puissance puisse répondre : « Je me refuse à y prendre part. Par mon refus, j'oblige toutes les autres nations du monde à rester armées, à s'armer chaque jour plus lourdement, à se laisser pousser malgré elles sur la pente de la guerre. »

Je n'achève donc pas un cri d'alarme, mais une protestation d'espoir et de confiance, je voudrais dire par un acte de foi.

Messieurs, nous sommes ici, en cette salle, des délégations. Derrière chacune de nos délégations il y a un gouvernement. Derrière chaque gouvernement il y a un peuple, un peuple composé d'hommes et de femmes, semblables les uns aux autres, mus par les mêmes sentiments et les mêmes besoins. Ils vous demandent de mettre un terme à ce que Hugo, au lendemain du Traité de Francfort, appelait la grande insomnie du monde. Les hommes veulent retrouver le sommeil. Ils veulent poser sur l'oreiller une tête tranquille après leur dure journée de travail. Ils mettent leur espoir en vous. Que la Société des Nations sente la présence autour d'elle de cet espoir unanime ! Pour ne pas le décevoir, il suffit, Messieurs, que vous preniez pleinement conscience de la force qu'il vous donne.

• Daniel MAYER

Le doyen de nos orateurs de ce soir dissimule cette erreur de l'état civil derrière un charme, une jeunesse, une fougue et aussi une impertinence, s'il s'agit de ses adversaires, qui en fait, chaque fois qu'il en a été membre, l'un des meilleurs debater du Parlement.

Que Pierre Cot ait été délégué de la France à la Société des Nations, à la Conférence du Désarmement, qu'il soit professeur agrégé de Droit, président de l'Association internationale des Juristes démocrates, membre du Comité central de la Ligue des

Droits de l'Homme, est sans doute important à rappeler. Mais un titre l'emportera ce soir sur tant d'autres : ministre du Gouvernement de Front Populaire (*applaudissements*), donc un témoin, et ministre de l'Air, donc un acteur parmi les principaux. Au surplus, son directeur de Cabinet s'appelait Jean Moulin. Nous l'écouterons avec intérêt et passion.

La parole est à Pierre Cot.

• Pierre COT

Mesdames, Messieurs et chers Amis,

Me voici tout embarrassé par les paroles beaucoup trop élogieuses que vient de m'adresser Daniel Mayer. Il a quelque peu renversé les rôles. C'est à moi de remercier la Société des Amis de Léon Blum d'avoir bien voulu me demander de prendre la parole ce soir. Si j'ai été invité à le faire, c'est parce que j'ai été un des membres du premier gouvernement de Léon Blum, celui qui mérite vraiment le nom de Gouvernement de Front Populaire, ceux qui lui ont succédé, à la suite de certains désaccords survenus au sein de la majorité parlementaire l'étant beaucoup moins.

C'est en témoin que je parlerai. Andrée Viénot a excellemment évoqué les grands souvenirs de la période que nous avons vécue en 1936-1937. Elle les a évoqués de l'extérieur, si je puis ainsi dire, en militante active et singulièrement dévouée d'une des grandes formations politiques qui constituait le Front Populaire. Je les évoquerai à mon tour, mais en me plaçant sur un terrain différent, puisque je me trouvais à l'intérieur du gouvernement de Front Populaire.

Mais avant de rappeler l'action de Léon Blum en tant que chef de ce gouvernement, je voudrais dire, en quelques mots, le rôle éminent joué par lui, dans la vie politique française et notamment au Parlement, lorsque le Parlement, au rebours de ce qui se passe aujourd'hui, était le centre moteur de nos institutions et de l'activité gouvernementale tout entière.

C'est en 1919 qu'il entre à la Chambre des Députés. Un des orateurs qui m'ont précédé disait : « Une partie de l'opinion publique le considérait alors comme un esthète. » Je voudrais revenir sur ce mot pour en dénoncer l'ambiguïté. Il est vrai qu'on lui donne souvent un sens péjoratif. Mais si l'on veut bien s'attache à son étymologie, on s'aperçoit que l'esthétisme est le sentiment du beau. Et l'on ne saurait dès lors reprocher à Léon Blum d'avoir montré, non seulement au cours de sa carrière, mais dans toute sa vie publique et privée qu'il avait, au plus haut degré, le sentiment et le respect du beau, comme il avait le sentiment et le respect du vrai, du bien et du juste.

Quelques mots sur la formation solide avec laquelle il abordait la politique. Ancien élève de l'Ecole Normale supérieure, il avait ajouté, à ses dons naturels, cette culture générale que procure l'Ecole et qui lui permettait d'allier, au plus haut point, l'esprit de géométrie à l'esprit de finesse. Après quoi, de solides études juridiques lui avaient permis d'être reçu au concours du Conseil d'Etat. Un de nos orateurs a suffisamment rappelé le rôle important qu'il avait joué dans cette assemblée, pour que je puisse me dispenser d'y revenir, sinon pour souligner qu'il fût au nombre de ces commissaires du gouvernement qui contribuèrent, par leurs conclusions, à l'évolution et aux transformations de notre droit administratif. Enfin, pendant la guerre, ayant été nommé directeur du Cabinet ministériel d'Albert Thomas, il avait eu l'occasion d'ajouter à cette double formation littéraire et juridique, la pratique de la Haute Administration et des grandes affairese de l'Etat. Et c'est dans ces conditions, particulièrement favorables, qu'il devait très rapidement s'imposer à l'attention de ses collègues, comme un des parlementaires les plus habiles et les plus sérieux de cette époque.

Pour ma part, je suis arrivé à la Chambre des Députés quelque neuf ans après lui et j'ai été aussitôt frappé du prestige qu'il avait même auprès de ses adversaires — à part évidemment quelques « imbéciles » — je donne à ce mot son sens véritable qui veut dire « faible d'esprit » — siégeant généralement sur les bancs de la droite ou de l'extrême-droite et qui révélaient, par leur attitude ou leurs interruptions, le complexe d'infériorité qui s'emparait d'eux, fort légitimement, dès qu'il prenait la parole et qu'il élevait le débat. J'ai encore dans l'oreille l'écho de ses joutes avec les grands leaders du centre ou de la droite, avec Poincaré, à propos des réparations, ou bien avec Tardieu, plus tard avec Laval... Quelle leçon pour le jeune parlementaire que j'étais alors !

Sauf au temps du Cartel des Gauches, et quand il s'agissait de défendre la politique extérieure de Briand, il se trouvait dans l'opposition. Son domaine était la critique, mais une critique toujours pertinente et qui se voulait constructive. Il maniait parfois l'ironie ; mais c'était surtout par sa façon précise d'aller droit au sujet, sans jamais se perdre dans les détails ou les digressions, de trouver aussitôt l'argument qui porte et ce qu'il faut dire, qu'il s'imposait à son auditoire. Ajoutez à cela qu'il était toujours sur la brèche et qu'il participait à tous les grands débats, et vous conclurez avec moi que, par son intelligence et l'étendue de sa culture, par la précision de sa pensée et sa connaissance des mécanismes de l'Etat, par son travail et son éloquence, il ne fut pas seulement un grand parlementaire : il fût de ceux qui firent honneur au Parlement.

Mais c'est de Léon Blum, président du Conseil des Ministres et chef du Gouvernement, que je dois vous parler.

C'est au mois de mai 1936, après la victoire électorale du Front Populaire, que la question du nouveau gouvernement se posa. Le Parti

Socialiste étant arrivé en tête des partis de gauche, c'est à lui que revenait, d'après la tradition républicaine, le soin de former le gouvernement. Léon Blum ne se dérobe pas à la mission qui devait, quelques semaines plus tard, lui être confiée par le président de la République. D'après la Constitution, il avait un mois devant lui pour former le gouvernement. Ce mois ne fût pas un mois de repos. Ce fût un mois de méditations, puis d'organisation.

Léon Blum va faire un gouvernement d'un type nouveau. Aux termes de la Constitution de 1875, le président du Conseil n'avait pas, en cette qualité, de fonction ni de pouvoir propre. Il était simplement le *primus inter pares* et, tout comme les autres ministres, détenait ordinairement un des portefeuilles ministériels. Rompant avec la tradition, Léon Blum organise la Présidence du Conseil. Avec lui, le président du Conseil ne sera plus seulement celui qui passe avant les autres, mais l'animateur et le véritable chef de l'équipe gouvernementale. Il crée un secrétariat général du gouvernement. Il en confie la direction à Jules Moch, dont le rôle sera d'assurer la coordination des départements ministériels et de permettre ainsi la conduite d'une politique gouvernementale définie dans son ensemble et conforme à la volonté du pays. Il faut bien que cette nouvelle méthode de gouvernement ait été efficace puisqu'elle s'est imposée par la suite.

Léon Blum a fait encore d'autres innovations en ce domaine. On vous a parlé de l'une d'elles : la création d'un Sous-Secrétariat d'Etat à la Recherche scientifique, attribué tout d'abord à Irène Joliot-Curie, puis à Jean Perrin, c'est-à-dire à deux grands savants français de cette époque. C'est également lui qui, pour la première fois, en dehors même d'Irène Joliot-Curie, fit entrer des femmes dans un gouvernement français, avec Suzanne Lacore et avec Madame Brunschwig — préludant ainsi au mouvement qui devait aboutir, quelques années plus tard, au droit de vote des femmes dans notre pays. Innovation encore, et combien heureuse, que la création d'un Sous-Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports. En bref, c'est un nouveau courant qui devait ainsi passer dans les structures du gouvernement de la République.

Et maintenant, je voudrais appeler votre attention sur quelques aspects caractéristiques de l'œuvre accomplie par Léon Blum à la tête du Gouvernement du Front Populaire.

Ceux qui m'ont précédé à cette tribune ont fait allusion à la rapidité, à l'importance et à l'ampleur des réformes accomplies par le Gouvernement de Front Populaire, notamment en matière économique et sociale. Songez-y ; en guère plus d'un mois, vingt-quatre projets de loi ont été conçus, mis au point et votés — ce qui ne s'était jamais vu auparavant et ne s'est jamais produit depuis lors. Ces projets correspondaient à des impératifs économiques ou sociaux tellement évidents qu'ils ont tous supporté avec succès l'épreuve du temps. Les conventions collectives, les congés payés, la prolongation de l'obligation scolaire et

l'interdiction d'employer les enfants de moins de quatorze ans dans les établissements industriels ou commerciaux, la nationalisation de la Banque de France, puis celle des chemins de fer — et bien d'autres encore — rien de tout cela n'avait été mis en œuvre avant la venue au pouvoir du Gouvernement de Front Populaire. Et ces réformes, jusqu'alors qualifiées de « révolutionnaires » et d'irréalisables par nos adversaires, ces réformes qui devaient modifier profondément la condition des travailleurs de notre pays sont restées immuables et chacun les trouve aujourd'hui naturelles.

Faire voter tout cela, en un mois, par la Chambre des Députés, était sans doute assez facile, puisque les élus du Front Populaire s'y trouvaient en majorité : il suffisait de savoir dominer le tumulte souvent déchaîné des représentants du centre et surtout de la droite qui digéraient fort mal la défaite de leur parti devant les électeurs. C'est au Sénat que commençaient les difficultés. Car le Sénat de la IIIe République était conservateur — par construction s'y j'ose dire, et à cause de son recrutement. Il s'était opposé jusqu'alors à toutes les réformes sociales qui lui étaient soumises, comme à toutes les mesures financières qui tendaient à réduire l'injustice fiscale. Et pourtant, en quelques jours, il devait s'incliner. Pourquoi cela ? pour deux raisons.

La première, c'est que les projets qui lui étaient soumis avaient été soit établis par Léon Blum lui-même, soit révisés par lui et qu'ils étaient bien rédigés. Léon Blum, je vous l'ai indiqué, était un juriste et un spécialiste du droit public. Par sa formation et l'expérience qu'il avait acquise au Conseil d'Etat, il connaissait l'importance des règles du droit pour l'encadrement de la vie sociale. Il savait que le rôle du droit est d'exprimer, dans un pays donné et en un moment donné, le rapport des forces sociales et politiques en présence. Et les projets qu'il avait soumis au Parlement étaient motivés de façon telle que pour les combattre il eût fallu heurter de front l'opinion telle qu'elle venait de se manifester au cours des élections législatives.

La seconde raison et qui prolonge la première, c'est que le Sénat, considéré dans son ensemble, ne pouvait pas, au lendemain de ces élections, négliger la force du grand courant populaire qui venait de se manifester. Obligé d'en tenir compte, il a voté, en quelques sortes, malgré lui, et parce qu'il ne pouvait pas faire autrement, tous les projets qui lui étaient soumis par un Gouvernement de Front Populaire solidement implanté dans les masses et fermement appuyé par elles.

Au surplus, le Sénat savait que l'objectif du Gouvernement de Front Populaire n'était pas de faire la révolution. Il connaissait son programme. Il savait que ce programme n'était ni celui du Parti Communiste ni celui du Parti Socialiste, mais celui d'une coalition dans laquelle les radicaux figuraient aussi. Nul ne pouvait, même au Sénat, ignorer les thèses de Léon Blum sur la distinction à faire entre « la conquête du pouvoir, l'exercice du pouvoir et l'occupation du pouvoir ». La tâche

essentielle du Gouvernement de Front Populaire, sa mission, si je puis ainsi m'exprimer, était simplement d'assurer « l'occupation du pouvoir », de façon à empêcher les ligues fascistes de s'emparer elles-mêmes du pouvoir. Et aussi, bien sûr, et parce que ce gouvernement en avait reçu mandat du peuple français, d'essayer d'apporter un peu de soulagement à la peine des hommes, afin que les travailleurs soient considérés comme des êtres humains et non plus comme des serviteurs de la machine.

Mais je veux aussi vous parler de la guerre d'Espagne et de la politique de non-intervention du Gouvernement de Front Populaire.

C'est un sujet fort délicat. Je risque, en le traitant, de mécontenter l'une ou l'autre partie de cet auditoire — et peut-être les deux.

Mais nous voici rassemblés sous l'égide de la Société des Amis de Léon Blum. J'appartiens à cette Société. Je crois avoir, autant que quiconque, le droit de me dire l'ami de cet homme dont je suis fier d'avoir été le collaborateur. Et j'ai toujours proclamé bien haut et la respectueuse affection que j'avais pour lui et mon admiration pour ses qualités de cœur et d'esprit.

Or, sur la politique de non-intervention, ma position est bien connue. Je n'ai jamais dissimulé que je n'approuvais pas cette politique. Et je n'étais pas seul à penser ainsi dans le Gouvernement du Front Populaire dont les membres, au moins au début, étaient divisés sur ce point. Des hommes tels que Vincent Auriol, Marx Dormoy, Jules Moch, entre autres, étaient eux aussi partisans d'aider la République espagnole en butte à une agression fasciste. Mais notre opinion dissidente ne nous empêchait pas d'essayer de comprendre les raisons qui firent en fin de compte préférer la politique de non-intervention à celle que nous recommandions. Et sans avoir à modifier en quoi que ce soit ma position personnelle, par loyauté envers Léon Blum et envers le Gouvernement de Front Populaire, j'ai le devoir d'exposer ces raisons. Un simple rappel des événements suffira pour les faire apparaître.

Le 20 juillet 1936, le président du Conseil des Ministres de la République espagnole, José Gira, envoie un télégramme au chef du Gouvernement français. Il le prévient qu'un coup d'Etat militaire vient de se produire et qu'il demande « une aide immédiate par armes et par avions ».

Dans son livre *Rencontres avec Léon Blum*, Jules Moch indique en ces termes quelle fut la réaction immédiate de Léon Blum : « Le Gouvernement régulier d'un pays ami, issu d'élections régulières, appelle au secours. Nous avons le devoir moral de lui fournir des armes. Ce devoir coïncide avec l'intérêt de la France qui n'est pas de laisser une forme de fascisme s'installer à sa frontière sud-ouest », alors que nous avons déjà pour voisin Mussolini au Sud-Est et Hitler à l'Est. La demande du Gouvernement légitime était d'autant plus normale qu'un

traité de commerce, prévoyant des fournitures d'armes, nous liait à lui. « Voyez, dit Léon Blum à Jules Moch, ce que Daladier et Pierre Cot peuvent faire. » Ainsi la position de Léon Blum est nette : il faut aider la République espagnole. C'est dans ces conditions que le ministre de la Guerre et moi-même, chacun de notre côté, avons prescrit les mesures à prendre à cet effet.

Que s'est-il passé par la suite qui ait pu conduire Léon Blum à modifier sa position ?

Deux événements politiques importants dont il fut obligé de tenir compte.

Tout d'abord, le 23 juillet, il se rendait à Londres pour assister à une conférence internationale sur le problème allemand. Au cours de ses entretiens avec les membres du Gouvernement britannique, il apprend que ce Gouvernement est opposé à toute aide qui serait accordée à l'Espagne républicaine. Les travaillistes eux-mêmes sont partisans d'une stricte neutralité. Quelques heures avant son retour à Paris, le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, se rend auprès de Léon Blum et lui donne ce que, en termes diplomatiques, on appelle des « conseils de prudence ». Or, une entente étroite entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement français était à cette époque une des pierres angulaires les plus solides de notre politique extérieure.

Il y a plus. Rentré à Paris, Léon Blum apprend qu'une campagne de presse extrêmement violente et perfide a été déclenchée contre la politique qu'il entendait suivre. Cette campagne avait exercé ses ravages jusque dans les rangs de la majorité de Front Populaire. De nombreux radicaux, surtout ceux qui siégeaient au Sénat, ne cachaient pas leur opposition à ce qu'ils appelaient une intervention dangereuse dans les affaires intérieures de l'Espagne. Le Ministère lui-même était divisé. Dans la rue et dans les usines, les travailleurs réclamaient « des canons, des avions pour l'Espagne ! », mais la cohésion de la majorité et, ce qui est plus grave, celle du Gouvernement, étaient l'une et l'autre sérieusement menacées. C'est dans ces conditions dramatiques que germa l'idée d'une politique de non-intervention qui pourrait être proposée par le Gouvernement français, à condition qu'elle fut acceptée et respectée par toutes les grandes puissances intéressées, Allemagne et Italie comprises.

Cette politique, Léon Blum ne l'a pas souhaitée. Il s'y résigna plutôt, comme à un moindre mal, et parce qu'elle lui semblait le seul moyen de permettre au Gouvernement de Front Populaire de poursuivre son œuvre. Elle créait en lui un véritable drame de conscience dont tous ses collaborateurs ont tous été témoins et dont Jules Moch a souligné la gravité. La majorité des membres du Conseil des Ministres s'étant ralliée au principe de la non-intervention, Léon Blum songea à démissionner. Il le déclara aux trois représentants du Gouvernement espagnol qui se trouvaient alors en mission à Paris. Deux de ces interlocuteurs

sur trois le prièrent de ne pas démissionner — estimant que la situation serait beaucoup plus dangereuse si un Gouvernement moins favorable à la République espagnole succédait à celui que présidait Léon Blum. Ils téléphonèrent alors à Madrid et voici, en gros, la réponse qui leur fût donnée : « Nous préférons que le Gouvernement Léon Blum reste au pouvoir, même s'il faut, pour cela, accepter le principe de la non-intervention. »

Vous connaissez mon opinion. Je n'ai jamais approuvé cette politique. Je ne l'approuve pas davantage aujourd'hui. Mais si l'on veut porter un jugement impartial sur la politique de Léon Blum, il est nécessaire de tenir compte de ces éléments : l'hostilité de la Grande-Bretagne a toute aide qui serait accordée à la République espagnole ; l'opposition de certains membres importants du Gouvernement à la politique qui avait les préférences de Léon Blum ; enfin l'avis du Gouvernement espagnol. Et dans ces conditions, nul homme de bonne foi, même s'il regrette le choix fait par notre ami Léon Blum, n'a le droit de le lui reprocher.

J'ajoute qu'en restant à la tête du Gouvernement de Front Populaire, Léon Blum rendait possible une application extrêmement souple du principe de non-intervention. Jules Moch parle à ce propos de la « non-intervention élastique » que Léon Blum lui-même devait appeler « une non-intervention relâchée ». Cette conception de la non-intervention a permis d'apporter à nos amis espagnols une aide évidemment limitée et que nous trouvions insuffisante, mais qui fut pourtant efficace. Voici, en gros, quelle fut à cet égard la position de Léon Blum.

Avant que fût adopté le principe de la non-intervention, au Conseil de Cabinet du 7 août, Léon Blum s'était assuré que pleine satisfaction avait été donnée aux demandes présentées par le Gouvernement espagnol, notamment en ce qui concerne le matériel de guerre. Nous étions même allés parfois au-delà de ces demandes. Par exemple, le Gouvernement espagnol nous avait demandé vingt avions de bombardement. Nous lui en avons envoyé, à cette époque, à peu près quarante-cinq, plus treize avions de chasse. Et Jules Moch raconte dans son livre comment la séance du Conseil de Cabinet fut artificiellement prolongée pour que les derniers avions destinés à l'Espagne puissent franchir la frontière des Pyrénées avant que le Gouvernement ait adopté le principe de la non-intervention.

Par la suite, ce principe ayant été adopté, il fallut procéder autrement. C'est alors que, toujours aux dires de Jules Moch — « une organisation clandestine de contrebande désintéressée » fut organisée — et « Léon Blum a été constamment tenu au courant des opérations » de cette organisation. Dans la petite équipe des contrebandiers figuraient notamment : Vincent Auriol, ministre des Finances, et qui avait, en cette qualité, le contrôle de l'Administration des Douanes : il est évidemment précieux, quand on fait de la contrebande, d'avoir pour soi

les douaniers. Et Vincent Auriol avait délégué, pour ces opérations, un de ses collaborateurs, lui-même haut fonctionnaire des Finances, notre ami Gaston Cusin, auquel je voudrais rendre ce soir un hommage particulièrement mérité pour l'intelligence et le dévouement dont il a témoigné dans cette affaire. Au Ministère de l'Air, l'homme que j'avais chargé de diriger, non seulement les opérations de contrebande que nous pouvions faire, mais l'aide que nous apportions de toutes façons aux aviateurs de la République espagnole, était mon chef de Cabinet, mon ami Jean Moulin, celui-là même qui devint, par la suite, le grand héros de la Résistance française et dont les cendres sont aujourd'hui au Panthéon — ce qui souligne à quel point l'aide accordée à la République espagnole en lutte contre le fascisme était, à cette époque, une manifestation de patriotisme.

Donc nous avons été des contrebandiers ! Les accords de Londres étant muets sur les problèmes posés par le transit, à travers d'un pays neutre, des marchandises destinées à l'Espagne, nous avons organisé, sur une vaste échelle, le débarquement de navires chargés de matériel de guerre dans les ports français. Ce matériel était admis en franchise et transporté, par camions, accompagnés de douaniers, jusqu'à la frontière espagnole. Ainsi tout risque d'être arraisonnés et saisis par la Marine de Guerre franquiste était évité. Il ne s'agissait pas ici d'opérations sans importance : toujours d'après Jules Moch, trente-quatre navires soviétiques, chargés de matériel de guerre, débarquèrent leur marchandise dans des ports français. Et cette forme d'aide à la République espagnole fut peut-être la plus importante.

Nous faisions tout cela car il était prouvé que les Allemands et les Italiens, en particulier, ne tenaient aucun compte des engagements qu'ils avaient pris à la Conférence de Londres. Voici, exposée par Léon Blum lui-même, à la Chambre des Députés, le 6 décembre 1936, la position du Gouvernement français sur ces problèmes : « Le Gouvernement a respecté scrupuleusement sa signature pour tout ce qui dépendait directement de lui. Mais, pour le surplus, il s'est désintéressé de l'exécution des accords. Il a cessé de faire du zèle. Il s'est refusé à remplacer le contrôle international, supprimé du fait des dictatures totalitaires, par un contrôle national. »

Dernière observation sur ce point. La non-intervention apparaissant de plus en plus comme une tragi-comédie, Léon Blum, une seconde fois, a pensé à donner sa démission. Il l'a fait précisément à l'issue du débat qui s'était engagé, en décembre 1936, devant la Chambre des Députés, sur la question de la non-intervention. Les communistes, après avoir critiqué la politique de non-intervention, avaient décidé de s'abstenir. Ce qui révélait au moins une faille dans la majorité gouvernementale. Léon Blum réunit aussitôt un Conseil de Cabinet, à la Chambre des Députés. La question y fut débattue de savoir s'il convenait ou non de démissionner, la politique du gouvernement étant à la fois critiquée

par l'extrême-gauche et combattue par la droite. Partisans et adversairese de la démission ayant échangé leurs points de vue, Léon Blum proposa d'interrompre la discussion. Il nous quitta. Il revint peu après. Il nous indiqua qu'il avait téléphoné à Madrid, au ministre des Affaires étrangères, non pour lui demander ce qu'il *devait* faire, mais pour avoir son avis sur les répercussions éventuelles qu'aurait la démission du Gouvernement de Front Populaire sur l'opinion publique espagnole. L'avis avait été très net : « Surtout, ne partez pas ; dans l'intérêt de notre cause, nous souhaitons que vous restiez au pouvoir. » Cet avis l'emporta. Nous continuâmes de notre mieux à appliquer la politique de l'intervention relâchée.

Mais ma participation à l'hommage collectif que nous rendons ce soir à Léon Blum ne saurait être limitée à l'examen très objectif de la position qu'il a prise dans l'affaire de la guerre civile espagnole — position qui, je le répète, était différente de la mienne. Il me faut donc rappeler, au moins brièvement, d'autres aspects de son action ou de sa personnalité.

Au cours de sa carrière politique, Léon Blum s'est toujours heurté, non seulement à l'incompréhension, mais à l'hostilité et à la haine des gens de droite qui ne lui pardonnaient, sans doute, ni son intelligence ni ses idées politiques. Une des accusations lancées contre lui et à laquelle il dût répondre devant la Cour de Justice de Riom, était d'avoir « trahi les devoirs de sa charge » en compromettant, par sa politique sociale et économique aventureuse, les intérêts de la défense nationale : il était ainsi dénoncé, avec toute une brochette des membres du Gouvernement qu'il avait présidé, comme un des responsables de la défaite de juin 1940.

Aucun de ceux qui m'écoutent, s'il a déjà dépassé la quarantaine, n'oubliera jamais la magnifique défense qu'il sût présenter devant la Cour et qui était moins la défense d'un homme ou d'un gouvernement que celle du régime républicain, celle du peuple français et du pays tout entier. Cette défense fut si forte que Pétain et ses acolytes ordonnèrent la suspension des audiences qui ne furent jamais reprises, tellement, malgré ls consignes données à la presse, la vérité se faisait jour à travers les déclarations des accusés — ce qui n'empêcha d'ailleurs pas Pétain de se substituer au magistrat saisi de l'affaire et de condamner lui-même ceux qu'il avait traduit devant la Cour.

Pour montrer ce que l'accusation lancée contre Léon Blum avait de particulièrement odieux — je dirai même de grotesque, tellement elle était contraire à la vérité —, il me suffira de rappeler quelques faits.

C'est au début de 1933 que Hitler accède au pouvoir. Et c'est au début de 1934 que l'Allemagne commence un effort de réarmement qui devait inquiéter le monde et conduire à la guerre. Ce n'était pas les hommes du Front Populaire qui étaient alors au pouvoir. De 1934

à 1936, les gouvernements qui se sont succédé étaient, l'un dirigé par Doumergue — et il avait comme ministre de la Guerre le maréchal Pétain —, un autre par Pierre Etienne Flandin, un autre encore par Pierre Laval ; et tout à fait à la fin, un gouvernement qu'on pourrait traiter d'intérimaire présidé par Albert Sarraut.

Qu'a-t-on fait pendant cette période pour répondre à l'effort allemand ? Rien, exactement rien. La politique de ces gouvernements, tous plus ou moins réactionnaires, était une politique de déflation, politique qui devait engendrer la misère, le chômage et provoquer, par réaction, la victoire du Front Populaire. Mais aucun effort de réarmement ne fut effectué. On a laissé sans rien faire deux ans et demi à Hitler pour prendre, sur nous, une avance ; et chacun sait que ces sortes d'avance ne se rattrapent pas facilement, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays — l'Allemagne — dont la capacité de production industrielle était deux à trois fois plus grande que la nôtre. Et c'est seulement après la victoire du Front Populaire et sous le Gouvernement Léon Blum qu'on s'est enfin occupé de la défense nationale. Dès le mois de juillet, de nouveaux programmes d'armement étaient mis à l'étude, ils furent adoptés, par le Conseil des Ministres, à la fin du mois d'août. Ils furent aussitôt mis en chantier. L'effort fut poursuivi à un rythme accéléré. En ce qui concerne l'aviation, toutes les études faites depuis la guerre, par les meilleurs spécialistes, ont montré que c'est grâce à la nationalisation que l'industrie aéronautique française a été réorganisée et modernisée ; c'est grâce à elle, grâce à la politique de Léon Blum et du Front Populaire, que le rythme des fabrications est passé de 1 à 20 — alors qu'après la victoire du Front Populaire notre industrie aéronautique était équipée pour fabriquer vingt-cinq avions par mois, au moment où Hitler a lancé sa grande offensive, elle en fabriquait plus de cinq cents par mois et que le rythme de ces fabrications était plus rapide que celui de l'industrie aéronautique allemande. Il est aujourd'hui admis, par tous les experts, qu'au moment où Hitler a lancé sa grande offensive contre les pays de l'Ouest, les forces françaises et britanniques avaient plus de chars d'assaut et plus d'avions que les forces allemandes qui leur étaient opposées. Ce n'est donc pas la faute du Front Populaire si nous avons été battus ; c'est la faute de nos grands chefs militaires obstinément, stupidement, attachés à des doctrines périmées et qui n'ont pas su utiliser les armes que le peuple français leur avait confiées, et l'accusation portée contre Léon Blum à ce propos, est aussi odieuse que mensongère.

En manière de conclusion, permettez de tirer une leçon de l'expérience qui s'est déroulée entre juin 1936 et juillet 1937.

Cet énorme travail, cette œuvre de géant, Léon Blum n'a pu l'accomplir seulement à cause de ses qualités exceptionnelles, mais aussi parce qu'il était soutenu par toutes les forces démocratiques, je dirai par toutes les forces saines du pays ; parce que, sous l'aiguillon des

ligues fascistes, les démocrates avaient pu s'unir. Et je suis bien sûr, en disant cela, d'être fidèle à la pensée la plus profonde de Léon Blum.

Cette unité, dans l'action et dans le combat, s'impose autant aujourd'hui qu'elle s'imposait au lendemain du 6 février 1934 et nous saurons la faire ! Sans doute Karl Marx a-t-il dit que les grands événements de l'Histoire ne se répètent jamais de la même façon. Et il ajoutait : quand ils le font la seconde fois, ce n'est trop souvent qu'une caricature. Eh bien, c'est à nous, c'est aux jeunes surtout de partir de l'exemple du Front Populaire, non pour l'imiter, mais pour le prolonger et pour réaliser, par les méthodes les plus appropriées aux circonstances et aux traditions de notre pays, ce dont le Front Populaire fut l'ébauche. Pour cela, nous saurons, ils sauront faire preuve de ce courage, de cette intelligence et, surtout peut-être, de cette humanité dont Léon Blum a donné l'exemple.

EXTRAIT DES « MEMOIRES 1940 »

Réunion du Parlement à Vichy

(Texte lu par Jean Vilar)

La journée du lendemain mardi devait être occupée par les réunions séparées des deux Assemblées : Chambre le matin, Sénat l'après-midi. L'une et l'autre seraient d'ailleurs de pure forme, puisque, sur le principe même de la Révision, aucune contestation n'était plus à prévoir. Nous arrivâmes de bonne heure au Grand-Casino, hâtivement aménagé en Palais législatif. La salle de théâtre servait de salle des pas perdus. A peine étions-nous arrivés au Casino, à travers des barrages de troupe et de police encore plus fréquentes et plus denses, à peine avions-nous mis le pied dans le hall, regardé autour de nous, coudoyé les premiers groupes, et j'avais déjà la perception, la commotion des changements. Des hommes que j'avais vus la veille, à qui j'avais parlé, serré la main, n'étaient plus les mêmes. Un changement s'était produit en effet, et il devait s'accentuer encore bien davantage jusqu'au lendemain.

Le spectacle qu'il me faut décrire maintenant est affreux. Des mois se sont écoulés, et aujourd'hui encore, tandis que je l'évoque, la honte me monte au visage et une amertume serre ma gorge. Quelle scène ! Comme je voudrais que le souvenir pût en être aboli ; comme je voudrais surtout l'avoir oubliée moi-même ! Les hommes qu'on voyait tournoyer

dans ce hall, se grouper, se séparer, se chercher à nouveau, semblaient plongés dans on ne sait quel affreux mélange, dans un bain corrupteur d'une telle puissance que ce qui le touchait un instant en sortait empoisonné. Le venin opérait à vue d'œil, on assistait à sa marche. J'ai expliqué dans quelle disposition courageuse, déterminée, j'avais quitté la veille la plupart de mes camarades. Ainsi qu'on me l'avait laissé prévoir, les nouveaux venus, sitôt débarqués, avaient manifesté une résolution encore plus énergique. Tous les élus de Bretagne, par exemple, sans nulle distinction de parti, jetaient feu et flamme; ils avaient été révoltés, dès le début de l'occupation, par la mise en train de la machination autonomiste; ils maudissaient les clauses de l'armistice; ils enveloppaient tous les actes et desseins du Gouvernement Pétain-Laval dans la même réprobation indignée !... Mais ils étaient maintenant à Vichy. Depuis leur arrivée, ils trempaient eux aussi dans le bain vénéneux, et la contagion avait agi. En quelques heures, les pensées, les paroles, les visages même étaient devenus presque méconnaissables. Il semblait, à la vérité, que quelque cinéaste de génie eût voulu peindre dans un « dessin animé » la propagation de la peur. Car le poison qu'on voyait ainsi agir sous ses yeux, c'était la peur, tout bonnement, la peur panique.

Comment le fléau avait-il cheminé jusqu'à ce brusque éclatement ? Je n'avais, pour ma part, nulle peine à l'imaginer; j'avais déjà assisté à ce genre de travail quoique sur une moindre échelle et dans des moments moins redoutables; je voyais bien comment avaient dû opérer Laval et ses affidés intimes depuis que le parti de la Révision dictatoriale était arrêté. Laval avait entrepris tour à tour, en tête à tête, à mesure que l'occasion les mettait sous sa coupe, tous les parlementaires, journalistes, agents quelconques du milieu politique, qu'il sentait accessibles et pénétrables. Il les avait tour à tour, je ne dirai pas convaincus, mais infectés. On doit reconnaître, en toute équité, qu'il est incomparable dans ce maniement, dans ce tripotage d'homme à homme; c'est même ce don que, ramenant toutes choses à sa propre mesure, il confond avec le génie diplomatique, à sa situation particulière, mais aussi à ses intérêts et à ses besoins. Il avait offert des postes, comme jadis il promettait des portefeuilles. Toute révolution politique excite une curée : elle impose ou permet des coupes sombres dans les fonctions publiques; en même temps, elle crée nécessairement de nouveaux organes, répondant au nouveau régime, et qu'il faut pourvoir. Laval avait offert des ambassades, des préfectures, comme des postes de commissaires généraux et de gouverneurs de province. Sans doute, au départ, n'avait-il pu appâter qu'un nombre assez restreint de complices. Mais sitôt capté, chacun à son tour s'était fait captateur; aussitôt gagné par la contagion, chacun était devenu

un foyer. Les thèmes corrupteurs s'étaient ainsi communiqués de proche en proche, et maintenant toutes ces « chaînes » convergeaient, toutes ces « boules de neige » faisaient masse sous nos yeux.

• Daniel MAYER

Au moment où Jean Vilar descend une dernière fois de la tribune, je veux, en votre nom à tous, le remercier de son concours si précieux. (*Vifs applaudissements.*)

Et je voudrais maintenant vider publiquement une querelle avec Alain Savary. Voici ce dont il s'agit : il y a trois ans environ, désireux d'écrire un ouvrage sur le rôle des socialistes dans la Résistance, connaissant naturellement celui qui avait été le sien, mais en ignorant certains détails, je lui ai demandé de me donner une note de trois ou quatre pages sur sa tâche exacte à Saint-Pierre-et-Miquelon, alors qu'il avait vingt-quatre ans.

Hochement de tête évasif... J'insiste... Silence... Je recommence et, plusieurs semaines après, j'obtiens cette réponse : « Cela ne présente aucun intérêt... » Ce qui m'a obligé à un travail supplémentaire, à rechercher les souvenirs des autres. Ce sont les *Mémoires* du vice-amiral Muzelier qui nous apprennent que, lorsque ce jeune garçon est arrivé à Saint-Pierre-et-Miquelon, il y avait quelques pro-nazis, beaucoup de pro-vichyssois, dont la plupart, des hauts fonctionnaires, les trois médecins, tout le clergé, sauf un curé et quelques religieuses, la moitié du Bureau de la Chambre de Commerce, plus une cinquantaine de négociants, armateurs, banquiers, agents d'affaires, avocats agréés, je cite : « Enrichis pour la plupart par la contrebande à l'époque de la prohibition ou par l'exploitation éhontée des pêcheurs. »

Si l'on n'oublie pas les difficultés nées des rapports entre Washington et Vichy, les volontés britanniques et canadiennes venant se superposer à l'intransigeance hautaine de Carlton's Garden, on aura une idée des difficultés auxquelles se heurtait le jeune gouverneur qui, par la suite, et après le succès du ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France libre, a poursuivi son action : c'est le peloton de l'escadron de fusiliers-marins qu'il commandait qui a fait, après la campagne d'Italie, à Châtillon-sur-Seine, la liaison avec les spahis de la 2e D.B. Alain Savary et ses camarades de la 1er division française libre avaient débarqué dans le Var, les spahis en Normandie, la jonction était faite.

Je m'arrête là, car la suite de son action, son action politique, vous appartient autant qu'à lui et je ne veux pas m'entendre dire par lui : « Ce soir, il doit s'agir seulement de Léon Blum. » Comme il aurait raison ! Je lui donne la parole. (*Applaudissements.*)

• Alain SAVARY

Mesdames, Messieurs, chers Camarades,

Après ce qui a été dit de Léon Blum, je voudrais me limiter au socialiste qu'il fût et à son rôle de leader politique.

Sa vie a une unité profonde, parce qu'elle a été fondée sur la fidélité au socialisme. Très jeune, il s'est arraché aux idées anarchisantes qui étaient fort à la mode — déjà — dans les milieux littéraires qu'il fréquentait pour s'engager dans le combat socialiste. Et c'est dans ce combat que se sont le mieux accomplies ses aspirations, et c'est aussi grâce à lui que le socialisme a connu ses heures les plus glorieuses et aussi qu'il n'a pas succombé aux épreuves.

Je n'entreprendrai pas de rappeler sa contribution théorique à la doctrine socialiste. Ce serait pour moi une trop grande tentation d'y rechercher la justification des options prises par notre parti. Par respect pour sa mémoire, je ne veux pas succomber à cette tentation. Nul d'entre nous n'a le droit de s'annexer Léon Blum : il est le bien commun du parti tout entier et celui de tous les socialistes. (*Applaudissements.*)

Je voudrais seulement m'attacher à partir de ses écrits, de son exemple, à dégager le sens qu'il assignait au combat socialiste et à la mission qui était la sienne en tant que responsable du parti, car c'est sans doute dans ces deux domaines que Léon Blum a le plus souffert de l'incompréhension, et c'est donc dans ces deux domaines que nous avons le plus besoin de montrer notre fidélité à sa mémoire.

Léon Blum, que ses adversaires n'ont cessé de dépeindre comme un intellectuel, un doctrinaire sectaire, incapable de se détacher de ses préoccupations partisanes, était, certes, il est vrai, un militant socialiste et ce n'est pas de lui qu'on pouvait attendre qu'après avoir dû au Parti Socialiste sa notoriété, il le quitta pour poursuivre, en dehors du socialisme organisé, une carrière politique qui aurait été sans doute fort brillante.

Mais il a su, lorsque le socialisme était en jeu, refuser de se plier à la loi de majorités de rencontre ; à Tours, il fut de ceux qui, minoritaires, reconstituèrent le Parti Socialiste ; à Vichy, au sein d'un groupe parlementaire divisé et apeuré, il faut des minoritaires qui refusèrent d'accepter l'abdication de la République.

Ainsi, il ne s'est jamais laissé emporter par les courants d'enthousiasme ou d'opportunisme qui pouvaient conduire des organisations socialistes à abandonner le socialisme.

Léon Blum ne sacralisait pas les organisations. Il voulait le Parti Socialiste ouvert à tous les hommes qui croyaient à la nécessité éthique du socialisme, quelles que puissent être leur orientation philosophique ou leurs convictions métaphysiques. Il a appelé le parti à ouvrir largement ses rangs, en 1945, aux résistants qui voulaient poursuivre leur lutte en participant au combat socialiste.

Et là encore, à travers lui, nous voyons la permanence des problèmes, puisque le 20 mai 1945, il s'adressait en ces termes aux secrétaires des Fédérations du Parti :

« Il faut à la fois que nous donnions l'impression de la continuité et l'impression du renouvellement. Il faut que nous montrions tout à la fois que nous sommes toujours le Parti Socialiste, le même Parti Socialiste, et que nous sommes en même temps un parti socialiste renouvelé, rajeuni, transformé. Oh ! non pas dans la doctrine. Nous pourrons avoir, quand nous entreprendrons ce travail, des modifications à introduire dans la présentation, dans l'expression de sa doctrine, mais, sur le fond, nous n'aurons rien à changer. En tout cas, qu'il s'agisse des formules, des méthodes, des moyens de la propagande, des instruments de travail, qu'il s'agisse même à bien des égards des hommes, pour le parti comme pour la France elle-même, le problème du rajeunissement, du renouvellement, de la régénération s'est posé et se pose encore. »

Et il ajoute :

« Nous aurons à rechercher, pour le Parti Socialiste, un régime qui soit un régime de franche, pleine, pure démocratie, mais qui en même temps ménage à tous les égards des possibilités d'efficacité. Je ne veux pas employer le mot d'autorité que je n'aime pas beaucoup, mais le parti, comme l'Etat, devra trouver des moyens d'efficacité directs, cohérents, logiques, donnant toute sa force et toute sa promptitude à l'action. Ces problèmes-là, nous les trouvons et nous les trouverons encore devant nous. »

Camarades, nous sommes en 1970... nous les trouvons encore devant nous ! (*Applaudissements.*)

Militant socialiste, Léon Blum ne se détermine aux moments graves que par référence à la doctrine socialiste.

Le Congrès de Tours en est l'illustration la plus claire.

Meurtri par la guerre, le parti s'est reconstitué et a reçu de nombreuses adhésions de jeunes et d'anciens combattants. En Union Soviétique, la révolution d'octobre est dans l'éclat de sa jeunesse. Tout naturellement, la majorité du parti, dans un grand mouvement affectif, s'enflamme pour ce grand espoir et, sans véritablement s'en rendre compte, rompt avec la démocratie.

Que fait alors Léon Blum ? Manifeste-t-il une hostilité déraisonnée au pouvoir issu des Soviets ? Se joint-il à l'enthousiasme des partisans de la nouvelle internationale ?

Sa démarche est toute différente : il lit les textes venus de Moscou, il les analyse et conclut : ce qu'on nous propose n'est pas une mise à jour des doctrines socialistes, c'est une doctrine entièrement nouvelle et qu'un socialiste doit juger erronée.

Dans son intervention au Congrès de Tours, parlant du projet communiste, il dit :

> « A notre avis, il repose sur des idées erronées en elles-mêmes, contraires aux principes essentiels et invariables du socialisme marxiste. Il repose, d'autre part, sur une espèce de vaste erreur de fait qui a consisté à généraliser pour l'ensemble du socialisme international, un certain nombre de notions tirées d'une expérience particulière et locale, l'expérience de la Révolution russe elle-même, et à poser comme règle d'action nécessaire et universelle pour le socialisme international ce qui était l'expérience, contestable peut-être, mais lentement dégagée des faits eux-mêmes par ceux qui avaient accompli et fait vivre la Révolution russe. »

Combien, emportés alors par des réactions sentimentales, durent ensuite connaître, à l'issue d'épreuves douloureuses, la justesse des analyses de Léon Blum !

Mais la fidélité intangible aux principe du socialisme n'était pas pour Léon Blum un alibi à l'opportunisme électoral ou à l'inaction. Il n'a, par exemple, jamais méconnu la nécessité des alliances destinées à faire faire un pas de plus au socialisme, mais il ne les concevait pas de simple tactique. Il les admettait chaque fois qu'elles lui paraissaient s'inspirer d'un minimum de conceptions communes sur la nature et l'étendue de l'étape à franchir en commun. C'est pourquoi, quinze ans après Tours, il n'hésite pas devant l'alliance avec le Parti Communiste et constitue avec d'autres partis de gauche le Front Populaire qui a marqué d'une page ineffaçable l'histoire sociale de la France.

Pour Léon Blum, les principes socialistes sont tout autre chose que des slogans ou des articles de catéchisme. Ils se résument en un ensemble de convictions quotidiennement vécues et en des instruments d'analyse. Il ne fera jamais à ses partenaires communistes ou radicaux les concessions de complaisance qu'il ne jugeait pas conformes à la réalité. Mais il n'hésitera pas devant les actions en commun, lorsque celles-ci auront été clairement débattues et définies.

Fidélité à l'héritage socialiste, rigueur intellectuelle, refus des prétextes à l'inaction, comment les socialistes de 1970 pourraient-ils mieux assurer le succès de leur entreprise de rénovation qu'en restant fidèles à Léon Blum ?

Et comment pourraient-ils mieux préserver l'unité de leur nouveau parti qu'en écoutant Léon Blum leur dire :

« En ce qui concerne les partis ouvriers, le risque de dissociation réside dans la stagnation, dans le piétinement, dans la banalité ; c'est par le mouvement, la marche en avant, la création qu'ils sont le plus sûrement maintenus dans une agglomération compacte et ordonnée. » (*Applaudissements.*)

Parmi ceux qui saluent la rigueur intellectuelle et la fidélité héroïque de Léon Blum au socialisme — et l'on rappelait sa défense devant la Cour de Riom — certains ont entrepris de contester la conception qu'il se faisait de son rôle à la tête du Parti Socialiste, et, plus tard, à la tête de la coalition des forces populaires rassemblées en 1936. Depuis longtemps, on l'avait accusé — et notamment les « néos » et parmi eux surtout ceux qui s'orientaient vers le fascisme — de manquer de capacités d'action. Plus récemment, la critique s'est faite plus amicale, et aussi plus insidieuse : il aurait fait preuve, dans le leadership du parti et du Front populaire, de scrupules d'ordre moral qui l'auraient empêché d'accomplir les actes décisifs qui auraient permis d'assurer le triomphe du socialisme.

Je comprends fort bien que d'authentiques militants socialistes aient adhéré à cette critique. Les espoirs qu'avait fait naître le Front Populaire étaient tellement lumineux que l'on peut être tenté de mettre en cause la responsabilité de son chef, lorsqu'on veut expliquer la déception qu'a fait naître la désagrégation rapide de la coalition.

Et puis, dans notre temps, toute une littérature oppose le souci de garder les mains propres et les nécessités du triomphe de la cause, quelle qu'elle soit d'ailleurs, par rapport à l'action. Pour ne pas tomber sous le coup d'une accusation d'angélisme, il faudrait s'adonner aux joies du machiavélisme, Léon Blum ne le croyait pas et, par son comportement, nous a donné l'illustration la plus éloquente de ce que doit être, pour un socialiste et un démocrate, la relation entre la morale et la politique.

Pour Léon Blum, le combat n'est vigoureux que s'il se fonde sur des exigences éthiques. Il a insisté, dans *A l'échelle humaine*, sur la gravité des interprétations vulgaires du marxisme qui, en présentant le socialisme comme une fatalité historique, affaiblissent l'ardeur des socialistes en les encourageant à une passivité paresseuse, voire à l'opportunisme.

Il est évident que le combat socialiste se contredirait lui-même s'il employait des moyens qui violent les valeurs qui le motivent. Dégrader le socialisme sous prétexte de le faire mieux triompher n'est qu'une dérision, qui prépare des lendemains funestes. Tel est le sens de cet humanisme de Léon Blum sur lequel bien des contresens ont été commis, et le sont peut-être encore. Et pourtant, depuis que les dirigeants de l'U.R.S.S. ont dévoilé quelques-uns des crimes de l'époque stalinienne, qui pourra mettre en doute la conviction tranquille de Léon Blum ? Le rapport Khrouchtchev ne contient-il pas la confirmation précise de ses analyses et également quelques motifs d'espoir dans la nature humaine ?

Est-il vrai, d'autre part, qu'on puisse parler d'un échec du Front Populaire et l'imputer à son chef ?

Pour ma part, je ne le crois pas. Et je pense que ce prétendu échec n'existe que dans l'esprit de ceux qui substituent à l'étude froide de la réalité le culte des illusions lyriques.

Léon Blum définit, en janvier 1937, le type d'épreuve que connaît le socialisme :

> « L'expérience montre que des formations politiques comme celle que nous représentons au pouvoir sont exposées à une alternative de risques ; ou bien le détachement et la désaffection de la classe ouvrière, ou bien le rejet vers la réaction d'une fraction des classes moyennes et de la bourgeoisie. La classe ouvrière se retire et se replie sur elle-même quand l'œuvre de réforme ne s'assemble pas sous ses yeux avec assez de célérité et de hardiesse. Une fraction des classes moyennes et de la bourgeoisie s'alarme et recherche un recours du côté de la réaction politique, quand l'effort de progrès social se présente avec un caractère d'incohérence, de partialité ou de brutalité. Toute œuvre humaine est approximative et je ne me flatte pas que nous ayons évité ce double danger avec une perfection totale. »

Il est souvent dangereux de transposer, mais cette analyse ne pourrait-elle s'appliquer aux épreuves actuelles du socialisme dans l'opposition lorsqu'il doit traduire les aspirations des salariés et d'une jeunesse légitimement impatients ?

Tout à l'heure, on a dit ce que fut l'œuvre de Léon Blum, président du Conseil, tant à l'intérieur qu'en matière de politique internationale, et je sais gré, comme vous tous, à Pierre Cot, d'avoir rétabli un certain nombre de faits historiques, car notre fidélité à la mémoire de Léon Blum, elle n'est pas dans je ne sais quel zèle zélateur, mais au contraire dans la présentation des faits historiques tels qu'ils furent, car c'est ainsi qu'on rendra pleine et entière justice à ce que fut son œuvre, à ce que fut son travail.

On a rappelé les conditions de l'époque et je n'y reviendrai pas. Simplement, dans l'état de l'Europe de cette époque, il faut dire que ce fut l'honneur de Léon Blum d'avoir accepté de diriger l'Etat dans de telles conditions ; ce fut son honneur de ne pas s'être laissé aller aux illusions de l'enthousiasme et, tout en mettant en place, comme on l'a rappelé, un important effort de réarmement, d'avoir refusé de prendre des risques que la situation ne permettait pas de prendre.

Certes, l'effort qu'il a entrepris n'a pas permis d'éviter la guerre et la défaite, ni dans l'immédiat de donner de nouveaux développements à l'élan de joie de 1936, mais dans aucune de ces épreuves douloureuses, Léon Blum n'a caché la vérité au pays, ou ce qu'il croyait être la vérité, et c'est en cela que Léon Blum, leader et homme d'Etat, est pour nous un grand exemple.

Ce n'est pas l'homme des slogans démagogiques. Il s'efforce d'agir comme un démocrate, c'est-à-dire de ne pas prendre d'engagement que l'analyse des faits ne permet pas de tenir. Accorder son langage à la vérité, et son action aux possibilités objectives de la situation, telle est exactement la source de cette morale politique qu'on lui a reprochée.

Oh ! certes, il eût été infiniment plus facile de prendre des attitudes avantageuses devant le Parlement et l'opinion et, dans la pratique, de se réfugier dans l'inaction, masquée par une vaine agitation. C'est ainsi parfois qu'on se taille une place de choix auprès des commentateurs. Mais ce n'est pas ainsi que l'on fait vraiment progresser la cause dont on est le porteur. (*Applaudissements.*)

Si Léon Blum se refuse à aller aussi loin que le souhaiteraient certains enthousiastes, ce n'est pas par scrupule moral, mais par sentiment de ses responsabilités. Il ne crie pas « Unité » quand c'est impossible, mais il sait saisir toutes les occasions de la faire progresser quand c'est politiquement possible. Le souci de la vérité rejoint ainsi les exigences de l'efficacité politique.

Ainsi, si je veux tenter de résumer en quelques mots l'essentiel de notre fidélité à Léon Blum, je dirai qu'il nous enseigne à ne pas avoir peur d'être socialistes, et qu'il nous apprend la conciliation difficile entre les exigences de l'éthique socialiste et les nécessités de la responsabilité politique.

La peur, il l'a dénoncée dans un discours célèbre où il adjurait les membres de son parti de ne pas céder à la crainte des attaques et de marquer hardiment leur résolution de socialistes.

La responsabilité politique des socialistes conduits à participer au pouvoir ou même simplement à l'influencer au sein d'une société qui n'est pas socialiste, il nous a montré comment l'assumer, sans démagogie, sans hypocrisie et sans reniement.

Depuis vingt ans, le monde a changé, la conjoncture politique n'est plus celle qu'il a connue, mais les exemples qu'il nous a donnés demeurent vivants dans notre pensée et dans notre action. (*Vifs applaudissements.*)

Nouvelle édition de
« A L'ECHELLE HUMAINE »

Les éditions Gallimard ont publié à la fin du mois d'avril, dans la collection « Idées - N.R.F. », une nouvelle édition de « A l'échelle humaine ».

De la préface que le professeur René Rémond a écrite pour cette réédition, nous extrayons le passage suivant, qui en est la conclusion :

« Par-dessus tout, un homme s'y exprime. L'impression qui demeure, une fois le livre refermé, est celle d'avoir approché une intelligence et découvert un caractère. L'intelligence ? Elle éclate à chaque page, dans la pénétration de l'analyse, la justesse de l'expression, le sens de la mesure, le souci des nuances, la perfection d'une langue qui atteint au classicisme. La conscience est à la hauteur de l'intelligence : outre la préoccupation de rendre à chacun son dû, de mettre à jour les responsabilités sans en esquiver aucune, nous avons déjà dit ce que le seul fait d'entreprendre ce petit essai supposait d'abnégation et de détachement de soi-même, ce qu'il révélait aussi de l'optimisme inaltérable de l'homme. J'avoue avoir été, à distance, impressionné par l'exigence proprement éthique qui s'y affirme. Tous les problèmes, du passé comme de l'avenir, se définissent en termes de moralité ; la fin de toute action politique est de tendre à davantage de conscience. Cette tentative pour expliquer une situation conjoncturelle nous lègue en définitive un bréviaire d'humanisme. »

BIBLIOGRAPHIE

— « Le socialisme humaniste de Léon Blum face à l'après-guerre », thèse soutenue à l'Université de Rennes par M. Joseph LEFEUVRE.

— « Léon Blum, homme de lettres », thèse soutenue à l'Université de Bocconi de Milan par Mlle Maria Luisa VIA, de Piacenza (Italie).

— « La chute de la IIIe République » par William SHIRER, chez Stock

— « Auswahl aus dem Werk » Léon Blum — Un recueil de textes de Léon Blum, publié à Vienne, Autriche, par Europa VERLAG (440 pages).

— « Front populaire, grande espérance » par Jules MOCH, Presses de la Cité. Cet ouvrage, qui paraît après « Rencontres avec Léon Blum » publié en 1970, est le témoignage de l'un des plus proches collaborateurs de Léon Blum au gouvernement de Front Populaire.

Au moment de mettre ce présent bulletin sous presse, nous n'avons pu encore prendre connaissance de cet ouvrage paru la veille. Nous y reviendrons dans le prochain bulletin.

Le fichier de l'œuvre de Léon Blum

Nous donnons ci-dessous l'état actuel de l'inventaire du fichier relatif aux œuvres de Léon Blum, fichier déposé à :

Institut Français d'Histoire Sociale
87, rue Vieille-du-Temple — Paris-3e

• FICHIER A : Fiches analytiques (blanches)

a) Articles de l'*Humanité* :
— 1917-1920 : 67 fiches

b) Articles du *Populaire* :
— 1921 : 79 fiches
— 1922 : 46 fiches
— 1924 : 74 fiches
— 1927 : 223 fiches
— 1928 : 257 fiches
— 1929 : 190 fiches
— 1930 : 220 fiches
— 1931 : 211 fiches
— 1932 : 225 fiches
— 1933 : 305 fiches
— 1934 : 290 fiches
— 1935 : 228 fiches
— 1936 : 65 fiches
— 1937 : 64 fiches
— 1938 : 210 fiches
— 1939 : 220 fiches
— 1940 : 121 fiches

Total : 3.020 fiches

Les articles de Léon Blum (soit photocopiés à la Bibliothèque nationale, soit provenant de dons particuliers telles les coupures d'articles des années 1917-1922 (du Docteur Pierre Bernard) qui correspondent aux fiches suivantes, sont déposés au même institut.

On y trouvera également divers dossiers relatifs à la bibliographie de Léon Blum ainsi que les fichiers suivants.

• FICHIER B : Fiches méthodiques (vertes)

a) Articles de l'*Humanité* :
— Fiches du mois d'avril 1917
— Fiches des mois de janvier, mars, avril, août, novembre et décembre 1918
— Fiches des mois de mars, juillet, août, septembre, octobre, novembre et décembre 1919
— Fiches des mois de mai, juin, juillet, août, octobre 1920

b) Articles du *Populaire* :
— Fiches de toute l'année 1927
— Fiches de toute l'année 1928
— Fiches de toute l'année 1929

archivesdesocialismes.fr

— Fiches de toute l'année 1930
— Fiches de toute l'année 1932
— Fiches de toute l'année 1934
— Fiches de toute l'année 1935
— Fiches de toute l'année 1937
— Fiches de toute l'année 1938
— Fiches de toute l'année 1939
— Fiches de toute l'année 1940

Total : 2 841 fiches

• FICHIER C : Index des noms cités dans les articles

— Du 1er janvier au 1er août 1939, environ 150 fiches
— Par ordre alphabétique, de la lettre A à la lettre L, environ 300 fiches

FICHIERS A et B
déposés à
Institut d'Histoire Economique et Sociale (Sorbonne)
(Doubles)

• Fiches blanches analytiques

a) Articles de l'*Humanité :*

— 1920 : 47 fiches

b) Articles du *Populaire :*

— 1921 : 79 fiches
— 1922 : 44 fiches
— 1924 : 41 fiches
— 1927 : 223 fiches
— 1928 : 257 fiches
— 1929 : 190 fiches
— 1930 : 220 fiches
— 1931 : 211 fiches
— 1933 : 305 fiches
— 1934 : 290 fiches
— 1935 : 228 fiches
— 1936 : 65 fiches
— 1937 : 64 fiches
— 1938 : 210 fiches
— 1940 : 121 fiches

Total : 2.594 fiches

• Fiches vertes méthodiques

(Doubles de celles qui figurent au fichier B de l'Institut français d'Histoire sociale, rue Vieille-du-Temple.)
Les fiches des années 1929, 1930 et les neuf premiers mois de 1935 ont été ajoutées aux 77 fiches en double déposées à la Sorbonne, à l'Institut d'Histoire économique et sociale.

Total : 1.265 fiches

INSTITUT FRANÇAIS D'HISTOIRE SOCIALE

87, rue Vieille-du-Temple, Paris-1er

Heures de permanence : les mardi, jeudi, samedi, de 15 h à 18 h

INSTITUT D'HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE (Sorbonne)

(Au-dessous du secrétariat de la Faculté des Lettres, 3e étage)
Heures de permanence : les lundi, mardi et mercredi de 14 h à 16 h

SITUATION FINANCIÈRE

Année 1967-1968

En caisse au 1er décembre 1967	11.006,34 F
RECETTES	
— Cotisations des adhérents	1.456,18 F
— Fourniture de trois exemplaires du catalogue de l'exposition Léon Blum par la Bibliothèque nationale	9,00 F
Total :	12.471,52 F
DEPENSES	
— Dépenses d'administration, correspondance, imprimés, divers	2.111,20 F
— Etablissements des deux fichiers de l'œuvre de Léon Blum à l'Institut d'Histoire économique et sociale (Sorbonne) et à l'Institut d'Histoire sociale (rue Vieille-du-Temple)	3.531,60 F
— Gerbe pour commémoration	100,00 F
Total :	5.742,80 F

En caisse au 1er janvier 1969 : 6.728,72 F

Année 1969

En caisse au 1er janvier 1969	6.728,72 F
RECETTES	
— Cotisations des adhérents	1.493,00 F
— Fourniture de cinq exemplaires du catalogue de l'exposition Léon Blum par la Bibliothèque nationale	15,00 F
— Dons	2.035,00 F
Total :	10.271,72 F

DEPENSES

— Dépenses d'administration, correspondance, imprimés, divers	1.449,85 F
— Frais divers	586,30 F
— Gerbes pour commémoration	144,00 F
Total :	2.180,15 F

En caisse au 1er janvier 1970 : 8.091,57 F

Année 1970

En caisse au 1er janvier 1970	8.091,57 F
RECETTES	
— Cotisations des adhérents	2.254,10 F
DEPENSES	
— Dépenses d'administration, correspondance, imprimés divers	1.308,75 F
— Participation aux frais de la commémoration du 20e anniversaire de la mort de Léon Blum, le 9 avril 1970	1.436,00 F
— Gerbes pour commémoration	190,00 F
Total :	2.934,75 F

En caisse au 1er janvier 1971 : 7.410,92 F

Rappel à nos adhérents

MONTANT DES COTISATIONS

— Membre adhérent : 3 F par an.

— Membre fondateur : 15 F par an.

— Membre fondateur à vie : versement unique de 100 F.

ADHÉSIONS

On peut adhérer à la « Société des Amis de Léon Blum » en qualité de membre adhérent, fondateur ou fondateur à vie, dans les conditions indiquées ci-dessus.

Adresser les fonds (mandats, chèques, espèces) à la trésorière :

Cécile CONSTANT, 15, rue Gazan - Paris 14e

C.C.P. : 20 487-38 Paris

archives-socialistes.fr

Nos adhérents peuvent se procurer les sept volumes de l'œuvre de Léon Blum, déjà parus aux Editions Albin Michel, dans toutes les librairies :

— Œuvres. 1905-1914 — Du mariage, Stendahl et le Beylisme — Critiques dramatiques ..... 23,00 F

— 1895-1904 — Nouvelles conversations de Gœthe avec Eckermann — Premiers essais politiques ..... 13,50 F

— 1940-1945 — Mémoires — La prison, le procès — Premiers essais politiques ..... 12,40 F

— 1945-1947 — Naissance de la IVe République — La vie du Parti et la doctrine socialiste ..... 12,40 F

— 1947-1950 — La fin des alliances — La troisième force — Politique européenne — Pour la justice ..... 18,51 F

— 1834-1937 — Du 6 février 1934 au Front Populaire — Les lois sociales de 1936 — La guerre d'Espagne ..... 24,68 F

— 1937-1940 — La fin du rassemblement populaire — De Munich à la guerre — Souvenirs sur « l'Affaire » ..... 24,68 F

Ces prix s'entendent port compris

archive-socialiste.fr

Imprimerie R. Foulon & Cie, 29, rue Deparcieux, Paris-14e — N° 1 824 - vi-71